



CEFIR


CÉGEP ÉDOUARD-MONTPETIT

Centre d'expertise et de formation
sur les intégrismes religieux,
les idéologies politiques
et la radicalisation

L'EXTRÊME DROITE AU QUÉBEC. UNE CHRONOLOGIE DES ÉVÉNEMENTS ET DE LA VIOLENCE (2010–2020)

PAR

Frédéric Nadeau
Martin Geoffroy
Hiba Qchiqach

Mai 2021

Ce rapport de recherche a été préparé par le Centre d'expertise et de formation sur les intégrismes religieux, les idéologies politiques et la radicalisation (CEFIR) grâce au Fonds pour la résilience communautaire de Sécurité publique Canada.



Sécurité publique
Canada

Public Safety
Canada

Date : 14 mai 2021

ISBN : 978-2-920411-50-0

TABLE DES MATIÈRES

Liste des tableaux et figures	4
FAITS SAILLANTS	5
INTRODUCTION	8
MÉTHODOLOGIE	12
Les sources	12
Les groupes	13
Les types d'événements	14
Les types et degrés de violence	15
PRINCIPAUX RÉSULTATS	17
Les groupes et leurs activités	17
Chronologie des événements de l'extrême droite québécoise	23
Chronologie de la violence et de la radicalisation	28
EXTRÊME DROITE AU QUÉBEC : UNE ÉVOLUTION EN QUATRE PHASES	34
Phase de germination (2010-2013)	34
Phase d'éclosion (2014-2016)	34
Phase de croissance et de développement (2017-2019)	35
Phase de mutation et de diffusion (2020)	35
CONCLUSION	37
BIBLIOGRAPHIE	39

Liste des tableaux et figures

- Tableau 1.** Crimes haineux déclarés par la police au Canada (2014-2019)
- Tableau 2.** Types et degrés de violence
- Tableau 3.** Nombre d'événements selon le type et l'année
- Tableau 4.** Nombre d'événements ayant impliqué de la violence selon le type et l'année
- Tableau 5.** Degré de violence selon l'année
- Tableau 6.** Nombre d'événements violents selon la forme, le degré et l'année
- Figure 1.** Nombre de groupes fondés selon l'année
- Figure 2.** Nombre d'événements selon le groupe
- Figure 3.** Répertoire d'action selon les groupes
- Figure 4.** Nombre d'événements de l'extrême droite québécoise selon l'année
- Figure 5.** Nombre d'événements selon le type et l'année
- Figure 6.** Proportion des événements selon le type (2010-2020)
- Figure 7.** Catégories de violence (2010-2020)
- Figure 8.** Nombre d'événements ayant impliqué de la violence selon l'année
- Figure 9.** Degré de violence selon l'année
- Figure 10.** Proportion des types de violence en 2017
- Figure 11.** Formes de violence selon l'année
- Figure 12.** Proportion des types de violence en 2020
- Figure 13.** Nombre d'événements violents selon la forme et l'année

FAITS SAILLANTS

QUESTIONS DE DÉPART

Avons-nous assisté à une « montée » de l'extrême droite au Québec pendant les dix dernières années ?

L'extrême droite québécoise s'est-elle « radicalisée » au cours de cette période en devenant plus violente ?

MÉTHODE

Recensions des activités publiques et semi-publiques des groupes et des militants d'extrême droite (revue de presse, veille sur les médias sociaux, recherche d'archives, observation de terrain)

Évaluation des types et degrés de violence associés à chacun des événements.

521 événements recensés entre 2010 et 2020.

45 groupes (incluant les groupes anti-mesures sanitaires (GAMS)) + Aucun/inconnu.

TYPE D'ÉVÉNEMENTS OBSERVÉS AU COURS DE LA DÉCENNIE

- 228 actions militantes (44%)
- 114 manifestations (22%)
- 70 conférences (13%)
- 64 crimes (12%)
- 35 concerts (7%)
- 10 activités politiques (2%)

LES GROUPES LES PLUS ACTIFS

- Atalante (194 événements)
- Groupes anti-mesures sanitaires (GAMS) (72 événements)
- Fédération des Québécois de souche (47 événements)
- La Meute (40 événements)
- Tradition Québec (31 événements)
- Storm Alliance (30 événements)

CHRONOLOGIE DES ÉVÉNEMENTS

- Progression de 6350% des activités de l'extrême droite entre 2010-2020 : de 2 à 129 événements annuellement.
- Hausse marquée pour 2015 (+71%), 2017 (+89%) et 2020 (+63%), mais on observe une augmentation importante dès 2012 (+129%), bien qu'à ce moment, le nombre d'événements demeure relativement modeste (n = 16).

- 4 phases de développement :
 - *Phase de germination (2010-2013)* : L'extrême droite est surtout articulée autour de la scène skinhead. Les concerts représentent la majorité des événements. Peu d'activités et de structures, mais les idées de l'extrême droite circulent et gagnent des adeptes (notamment dans le sillage des débats sur la Charte des valeurs). L'extrême droite demeure largement confinée aux médias sociaux.
 - *Phase d'éclosion (2014-2016)* : Création de plusieurs nouveaux groupes. Les conférences représentent l'un des principaux types d'activités de l'extrême droite, avec les actions militantes. L'extrême droite cherche ainsi à développer une doctrine et des stratégies d'organisation. « Premières » tentatives (infructueuses) de sorties publiques.
 - *Phase de croissance et de développement (2017-2019)* : L'extrême droite devient très visible publiquement. La période correspond avec le début du mandat de Donald Trump à la présidence américaine, en janvier 2017. De nouveaux groupes continuent d'apparaître. Le nombre de manifestations augmente fortement. La violence aussi. La période est également marquée par l'attentat à la mosquée de Québec, une vague de demandeurs d'asiles à la frontière canado-américaine et l'élection de la CAQ (qui fait adopter la loi 21 sur la laïcité de l'État).
 - *Phase de mutation et de diffusion (2020)* : Année la plus active de la décennie, notamment en ce qui concerne les manifestations (n = 39) et les crimes (n = 28). Restructuration importante : la plupart des groupes deviennent inactifs dans le contexte de la pandémie, mais l'extrême droite se réorganise autour des groupes anti-mesures sanitaires (GAMS). Changement d'objet : passage d'un discours nativiste axé sur l'immigration et l'identité québécoise à un discours anti-autorité articulé autour de la défense du peuple face aux élites (politiques, médiatiques, scientifiques, intellectuelles, financières, etc.) accusées de vouloir instaurer une « dictature sanitaire ». Adoption d'un discours particulièrement critique à l'endroit de la démocratie et de ses institutions. La violence (notamment physique) augmente fortement (+133%) : 2020 est l'année la plus violente que nous ayons connue depuis le début de la décennie.

VIOLENCE ET RADICALISATION

- 6 catégories de violence :
 - Menaces et discours haineux (27%)
 - Vandalisme et méfaits (23%)
 - Heurts avec des opposants (22%)
 - Harcèlement et intimidation (21%)
 - Agressions et voies de fait (6%)
 - Terrorisme (1%)
- Au total, 113 événements ont impliqué de la violence (toutes catégories confondues). Cela représente 22% des événements.
- Tendance à la hausse de la violence depuis le début des années 2010, avec une accélération marquée dans la seconde moitié de la décennie : d'une moyenne annuelle de 2,6 événements impliquant de la violence entre 2010 et 2015, nous sommes passés à une moyenne de 19,4 entre 2016 et 2020.
- Entre 2010-2015, 12% des actes de violence sont de haute intensité. La principale catégorie de violence est alors le vandalisme et les méfaits (53%). Pendant la seconde moitié de la décennie (2016-2020), le nombre et la gravité des violences augmentent : 29% des violences sont de haute intensité et celles-ci sont principalement attribuables à des menaces et des discours haineux (27%), de même qu'à des actes d'intimidation et de harcèlement (25%).
- La violence physique fait aussi un bond important durant la deuxième moitié de la décennie : d'une moyenne de 2 événements impliquant de la violence physique par année avant 2015, on passe à une moyenne de 9 à partir de 2016.
- On observe des pointes de violence particulièrement saillantes en 2017 (23 événements impliquant de la violence) et en 2020 (35 événements impliquant de la violence). L'année 2020 a été la plus violente de la décennie.
- En somme, les résultats permettent d'établir clairement que l'extrême droite a non seulement connu une hausse importante de ses activités au cours de la dernière décennie, mais aussi que ses activités ont impliqué davantage de violence (verbale, physique et cyberviolence) au fil des années et que la gravité de ces violences a eu tendance à augmenter.

INTRODUCTION

L'extrême droite au Québec n'est pas un phénomène nouveau. Nous pouvons en retracer la généalogie jusqu'à la première moitié du XX^e siècle, à travers différents mouvements défendant l'instauration au Québec d'un régime d'inspiration fasciste et corporatiste, axé sur la doctrine sociale de l'Église, le plus souvent antisémites et opposés à l'immigration, au communisme, à la démocratie libérale et au parlementarisme (Comeau 1998 ; Courtois 2008 ; Lamonde 2009 ; Larose 1984 ; Nadeau J.-F. 2010 ; Noël M. 2009 ; Ross 1992 ; Théorêt 2012). Cette extrême droite historique, souvent négligée par l'historiographie, sert d'inspiration à plusieurs groupes contemporains et représente les fondements de leur filiation intellectuelle et idéologique. Les deux types de groupes (historiques et contemporains) sont animés par une matrice idéologique relativement similaire, qui s'exprime à travers une haine de la démocratie libérale et des valeurs issues de la modernité (Nadeau 2021a). D'une part, la modernité — caractérisée notamment par l'humanisme, le rationalisme, l'égalitarisme et l'individualisme — est associée à un rejet des valeurs traditionnelles et de l'« ordre naturel » des choses. Elle serait responsable d'une « dégénérescence » des sociétés occidentales. La démocratie libérale, quant à elle, est considérée comme un système au service du grand capital et des intérêts étrangers. Elle serait dirigée par une élite corrompue et/ou incompétente qui, sciemment ou par insouciance, se serait mise au service de forces « globalistes » cherchant à détruire la nation. La démocratie relèverait ainsi d'une mystification : dans les faits, le peuple n'aurait aucun pouvoir ni aucune influence sur les décisions prises en son nom. Le processus électoral ne viserait qu'à donner l'illusion d'un choix. L'ensemble des partis politiques (de gauche comme de droite) participeraient en réalité d'un seul et même système fonctionnant au profit de l'élite globaliste. Parallèlement, il s'agirait d'un système intrinsèquement vicié puisque reposant sur un clientélisme électoral permettant à des lobbies et des groupes minoritaires de faire primer leurs intérêts sur ceux de la collectivité nationale. La population, vautrée dans le confort assommant de la société de consommation, serait en partie responsable de cette dérive et c'est pourquoi il conviendrait de renverser la démocratie libérale pour tendre vers un système plus autoritaire. Tel que l'affirme un militant de l'extrême droite québécoise :

« Je ne crois plus à l'idée qu'on devrait donner une liberté absolue à tout le monde. Parce que je crois que cette liberté absolue mène à beaucoup de vices. (...) On a besoin d'un « guide ». Au Québec, autrefois, c'était l'Église. Ça peut peut-être revenir, (...) mais ça peut être autre chose aussi. Mais on ne peut pas juste laisser tout ça aller et croire qu'on va s'en sortir. (...) La démocratie exige que tout le monde soit au courant de ce qui se passe, pour prendre une bonne décision. Mais là, les gens ne sont pas au courant. (...) Ils vont voter avec leurs émotions, pour un truc qui n'a rien à voir avec la grande ... avec l'intérêt de la nation » (cité dans Nadeau 2020, 248).

Sur le plan idéologique, ce rejet de la démocratie et des valeurs considérées comme étant fondamentales de nos sociétés contemporaines (comme le pluralisme et l'égalité entre les citoyens) permet de catégoriser ces groupes comme étant d'« extrême » droite. La qualification d'« extrême » peut également leur être attribuée en regard de diverses attitudes, parmi lesquelles on retrouve un certain degré de dogmatisme (refus de la nuance et croyance inébranlable en la justesse de leur cause), combiné à une volonté de faire table rase des institutions (ou, du moins, de

nuire grandement à leur fonctionnement), de même qu'à une conception eupolémologique¹ de l'existence pouvant éventuellement justifier la violence.

En somme, si elle jouit d'un ancrage historique certain, l'extrême droite québécoise bénéficie néanmoins depuis quelques années d'une visibilité médiatique accrue (Nadeau 2020, 51), ce qui peut donner l'impression que nous assistons à la naissance d'un phénomène nouveau. L'analyse des statistiques sur les crimes haineux, de même qu'un intérêt renouvelé des chercheurs pour la question de l'extrême droite peuvent également accentuer l'impression d'être face à un phénomène en croissance.

D'une part, Statistique Canada observe une augmentation de 50% des crimes haineux au pays entre 2015 et 2019².

TABLEAU 1. CRIMES HAINEUX AU CANADA 2014-2019

2014	2015	2016	2017	2018	2019
1 295	1 362	1 409	2 073	1 817	1 946

Source : Statistique Canada

On pourrait être tenté d'y voir la preuve que l'extrême droite a connu un accroissement de ses activités pendant ce laps de temps. Les experts interrogés s'entendent toutefois pour dire que ces données doivent être considérées avec prudence et circonspection (Gelper 2020 ; Radio-Canada, 2018a). Selon Statistique Canada, « bien que les changements au fil du temps puissent refléter une hausse réelle du nombre de crimes haineux, des différences ou des changements au chapitre de la reconnaissance et du signalement des crimes haineux par les victimes, de même que des enquêtes sur les affaires de crimes haineux par la police et les membres de la communauté, pourraient aussi avoir eu une incidence sur ces tendances » (Moreau 2021). Selon Herman Deparice-Okomba, ancien directeur du Centre de prévention de la radicalisation menant à la violence (CPRMV), l'attentat à la mosquée de Québec a éveillé les consciences : « Les Québécois ne prennent plus de risque lorsqu'ils constatent des messages de haine et d'incitation à la violence » (Radio-Canada, 2018a). Qui plus est, le ministère de la Sécurité publique Québec prend soin de souligner que « les crimes haineux ne sont pas uniquement l'apanage des individus adhérant aux idéologies d'extrême droite. Chaque année, plusieurs infractions sont motivées, en tout ou en partie, par des préjugés ou la haine envers des minorités » (SPQ 2019, 3³). En d'autres termes, si l'extrême droite est raciste, tous les racistes ne sont pas d'extrême droite. Ainsi, une hausse des crimes haineux ne signifie pas nécessairement une hausse des activités de l'extrême droite elle-même.

1 Néologisme formé des racines grecques eu (bon, bien) et polemos (combat, lutte). Le terme est développé par le sociologue français Alain Bihr (1999) pour décrire l'une des caractéristiques fondamentales de la pensée d'extrême droite. Il renvoie au fait que pour l'extrême droite, l'idée de la compétition et de la lutte (qu'elle soit existentielle, économique, politique ou militaire) est non seulement une donnée fondamentale de l'existence et une bonne chose, mais qu'elle est également la source du Bien et de la vertu. C'est dans le combat (intellectuel, symbolique, culturel, physique) que l'extrême droite puise une grande part de son énergie et qu'elle se définit en tant que courant idéologique et politique.

2 <https://www150.statcan.gc.ca/t1/tbl1/fr/tv.action?pid=3510019101&cubeTimeFrame.startYear=2014&cubeTimeFrame.endYear=2019&referencePeriods=20140101%2C20190101>

3 Document obtenu en vertu de la loi sur l'accès à l'information. Le document, daté du 1er juin 2009, s'intitule « État de la situation. L'extrême droite et les crimes à caractères haineux au Québec ».

D'autre part, l'impression que nous assistons à une croissance du phénomène peut s'expliquer par l'augmentation des publications académiques sur le sujet depuis le milieu de la décennie 2010, alors qu'elles étaient rares auparavant. Entre la parution de l'ouvrage de Hubert et Claudé en 1991 et celle du rapport de Tanner et Campana en 2014, on remarque en effet une absence marquée d'intérêt pour la question de l'extrême droite contemporaine au Québec. Tel que le souligne Martin-Meunier⁴ (2015, 26), Geoffroy est l'un des seuls chercheurs à s'être penché sur le sujet pendant cette période, à travers ses travaux sur les mouvements de la droite catholique intégriste (Geoffroy 2002 ; Geoffroy et Vaillancourt 1998 ; Geoffroy et Vaillancourt 2001 ; Vaillancourt et Geoffroy 1996). D'autres publications parues entre 1991 et 2014 se sont intéressées à des mouvements ou des courants intellectuels pouvant être associés de près ou de loin à l'extrême droite, mais ces recherches portaient soit sur la situation au Canada (et non spécifiquement au Québec) ou s'intéressaient à des mouvements historiques (et non contemporains) (Bélanger 2008 ; Boily 2014 ; Carel 2002 ; Caron 2012 ; Comeau 1998 ; Courtois 2008 ; Dard 2007 ; Lamonde 2009 ; Gélinas 2008 ; Nadeau 2010 ; Noël 2011 ; Rajotte 2008 ; Théorêt 2012 ; Trépanier 1999 ; Warren 2004). Depuis 2015, toutefois, pas moins d'une trentaine d'articles scientifiques, d'ouvrages, de chapitres, de thèses, de numéros de revue et de rapports de recherche se sont penchés spécifiquement sur la question de l'extrême droite contemporaine au Québec. Ces publications évoquent souvent une « montée » de l'extrême droite afin de justifier l'attention qu'elles portent au phénomène. Or, elles prennent rarement le temps de démontrer empiriquement cette augmentation. Il est dès lors difficile d'établir avec certitude si l'on assiste véritablement à une croissance de l'extrême droite ou s'il s'agit plutôt d'un effet de visibilité attribuable à l'attention que lui portent les médias et les chercheurs.

Quelques publications ont tout de même tenté de dresser une chronologie de l'extrême droite dans la province ou au pays. Bérubé (2016) s'est intéressé à l'évolution des violences d'extrême droite au Canada entre 1977 et 2010. L'auteur en arrive à la conclusion que « les taux d'incidents n'auraient pas augmenté pendant la période étudiée » (Bérubé 2016, 241). Son étude ne porte toutefois pas spécifiquement sur le Québec et Bérubé approche le phénomène uniquement à travers la lentille de la violence, du terrorisme et des crimes haineux. Il laisse ainsi dans l'ombre les activités de l'extrême droite qui ne sont pas violentes. Celles-ci pourraient avoir augmenté au cours des dernières années, notamment entre 2015 et 2020, période qui n'est pas couverte par l'étude de Bérubé.

Perry et Scrivens (2016 ; 2019) s'appuient quant à eux sur une augmentation du nombre de groupes actifs et une estimation du nombre de membres pour conclure à une hausse de l'activité de l'extrême droite au pays. Les auteurs ont ainsi recensé, depuis le début des années 2000, une centaine de groupes actifs au Canada, avec un effectif allant de trois à plus de cent personnes. Il s'agit là d'indicateurs pertinents, mais qui demeurent imprécis dans la mesure où ils ne permettent pas d'évaluer le degré d'activité réel des groupes : une multiplication des groupes n'est pas nécessairement synonyme d'une plus grande intensité de leurs activités. Elle pourrait résulter, par exemple, d'une scission au sein du mouvement. Il y aurait ainsi davantage de groupes, mais le nombre d'individus engagés resterait sensiblement le même. La multiplication des groupes pourrait même s'accompagner d'une diminution des activités de l'extrême droite dans la mesure où cela conduirait à un fractionnement des troupes et à un désengagement des militants. De plus, comme nous le mentionnions, les analyses de Perry et Scrivens sont largement « anglo-centrées » et leur perspective sur le Québec est particulièrement limitée, ce qui rend leurs résultats difficilement utilisables. Par exemple, dans leur ouvrage *Right-Wing Extremism in Canada (2019)*, les auteurs

4 « Other than Martin Geoffroy [...] in the 2000's, few people pursued the study of these new religious groups » (Martin-Meunier 2015, 26).

fournissent une liste qui se veut exhaustive des « incidents » associés à l'extrême droite au Canada entre 1980 et 2015. Sur trente-cinq ans, seulement treize événements sont recensés au Québec et, curieusement, aucun ne serait survenu pendant les années 1980, au moment où le mouvement skinhead connaissait son apogée (Hubert et Claudé 1991). Même chose pour la période comprise entre 2010 et 2015 : aucun événement lié à l'extrême droite n'est rapporté au Québec. Nous savons pourtant que l'extrême droite était active durant cette période. En somme, il apparaît que si les travaux de Perry et Scrivens sont souvent cités comme une référence sur la question de l'extrême droite au pays, leurs analyses demeurent largement incomplètes pour saisir le phénomène au Québec.

Les travaux de la Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse (CDPDJ 2019), s'interrogent pour leur part sur les impacts de l'islamophobie auprès d'individus qui en sont victimes. Ils s'appuient sur les statistiques concernant les crimes et incidents haineux, de même que sur des témoignages de personnes musulmanes pour conclure à une montée de l'extrême droite dans la province depuis la crise des accommodements raisonnables en 2008. Toutefois, en plus de reposer en partie sur la subjectivité des victimes, nous avons vu plus haut qu'une augmentation des crimes haineux n'est pas nécessairement synonyme d'une montée de l'extrême droite elle-même.

Enfin, nous avons pris connaissance du rapport produit par Roy-Royas (2019) pour le compte de la Ligue des droits et libertés (LDL) après avoir entamé nos propres investigations. Il s'agit du travail qui s'apparente le plus à ce que nous souhaitons réaliser. En effet, l'auteur a dressé une chronologie quantifiée des activités de l'extrême droite qui ne se limite pas aux événements violents et aux crimes haineux, mais qui inclut l'ensemble des activités à caractère public tenues par des groupes d'extrême droite (distribution de nourriture, commémorations historiques, manifestations, etc.). L'auteur est ainsi en mesure de chiffrer une tendance à la hausse des activités de l'extrême droite dans la Capitale nationale : en 2015, un seul événement est répertorié ; on en compte ensuite 14 en 2016 ; ce nombre passe à 30 en 2017 et grimpe à 36 pour l'année 2018. Pour la première moitié de 2019 (janvier à juin), l'auteur recense 19 événements. Si elle est fort pertinente, cette analyse se limite toutefois à la seule ville de Québec et à la période comprise entre 2015 et la première moitié de 2019. Elle permet cependant de conclure que « les organisations d'extrême droite sont en pleine croissance depuis 2015 dans la ville de Québec » (Roy-Rojas 2019, 23).

Comme la plupart des observateurs, nos intuitions nous portaient nous aussi à penser que nous avions assisté à une montée de l'extrême droite au Québec au cours des dernières années. Jusqu'ici, il ne s'agissait toutefois que d'une impression. Nous n'avions que peu de données empiriques permettant de soutenir une telle affirmation. Notre objectif, en produisant ce rapport, était donc de produire des données permettant d'établir empiriquement si, oui ou non, l'extrême droite avait connu un essor au Québec au cours des dix dernières années. Parallèlement, nous souhaitons examiner l'évolution des types d'actions associées à l'extrême droite et déterminer si celle-ci s'était « radicalisée » pendant cette période.

Après avoir exposé notre méthodologie et certains outils conceptuels, nous présenterons dans les pages qui suivent les principaux résultats de notre enquête. Dans un premier temps, nous dresserons un portrait des principaux groupes et de leurs activités. Nous verrons que l'extrême droite québécoise est composée de diverses catégories de groupes ayant des répertoires d'action et des degrés d'activités contrastés. Dans un deuxième temps, nous dresserons un portrait chronologique des activités de l'extrême droite québécoise, en mettant notamment l'accent sur l'évolution des répertoires d'actions. Nous constaterons des différences significatives entre

la première et la seconde moitié de la décennie. Enfin, dans un troisième temps, nous tenterons de déterminer si l'extrême droite québécoise s'est radicalisée au cours des dernières années en nous penchant sur l'évolution chronologique des types et des degrés de violence qui lui sont associés. Nous constaterons une tendance à la hausse de la violence depuis le début des années 2010 — notamment de la violence physique —, avec des pointes marquées en 2017 et en 2020. Cela nous amènera finalement, dans la dernière partie du rapport, à identifier quatre phases de développement de l'extrême droite québécoise au fil de la décennie : une phase de germination (2010-2013), une phase d'éclosion (2014-2016), une phase de croissance et de développement (2017-2019) et enfin une phase de mutation et de diffusion (2020).

MÉTHODOLOGIE

Les sources

Les événements organisés ou impliquant des groupes d'extrême droite québécois (ou des groupes étrangers, mais ayant eu lieu au Québec) constituent les unités de base de notre recherche. La première étape consistait donc à recenser l'ensemble des activités publiques et semi-publiques des groupes d'extrême droite québécois s'étant déroulées au cours de la période étudiée, soit de 2010 à 2020.

Les activités dites « publiques » désignent des actions telles que des manifestations, campagnes d'affichage, campagnes électorales ou tout autre type d'événement s'étant déroulé dans l'espace public. La notion d'activité « semi-publique » renvoie à des événements n'étant pas directement accessibles au public, mais ayant néanmoins été publicisés par les groupes. Il s'agit, par exemple, de conférences, de concerts ou de rassemblements accessibles uniquement sur invitation. Les activités « en ligne » n'ont pas été comptabilisées, sauf lorsqu'elles ont conduit à des arrestations et/ou des procès.

Les bases de données comme la Canadian Incident Database⁵ (CIDB) et la Global Terrorism Database⁶ (GTD) ont permis de retracer certains événements. Toutefois, puisque nous cherchions à aller au-delà d'une recension des crimes violents et du terrorisme, les données tirées de ces sources ont dû être complétées et croisées avec celles provenant d'autres sources. À travers la base de données *Eureka*, nous avons ainsi épluché les journaux nationaux et régionaux pour la décennie 2010, de même que les sites web des deux chaînes de télévision généralistes francophones de la province, soit Radio-Canada et TVA Nouvelles. Nous avons également fouillé manuellement les pages Facebook des groupes d'extrême droite, de même que leur site web et leur chaîne YouTube (lorsque disponibles). Enfin, les sites web, blogues et pages Facebook d'organisations antifascistes qui s'adonnent à la surveillance

⁵ Produite par le Réseau canadien de recherche sur le terrorisme, la sécurité et la société (TSAS).

⁶ National Consortium for the Study of Terrorism and Responses to Terrorism (START).

des activités de l'extrême droite (comme Anti-Racist Canada⁷, FachoWatch⁸, Montréal Antifasciste⁹ et le blogue de Xavier Camus¹⁰) ont été inventoriés et se sont révélés être des sources d'informations complémentaires pertinentes, notamment pour retracer les événements survenus au début de la décennie, alors que peu de médias s'intéressaient au phénomène. Nous avons néanmoins cherché à limiter notre recours à des données provenant de pages militantes s'opposant à l'extrême droite. Nous y avons eu recours uniquement lorsque cela était inévitable et nous avons tenté le plus possible de croiser ces sources avec d'autres sources médiatiques ou des informations de première main émanant directement des groupes concernés.

La liste complète des événements répertoriés sera rendue disponible publiquement au courant de l'été 2021 sur le site web du CEFIR¹¹, où nous poursuivrons notre veille permanente des activités de l'extrême droite. Cette liste sera mise à jour de manière ponctuelle.

Les groupes

Les 45 groupes dont nous avons recensé les activités (voir figure 2 - p.18) ont été sélectionnés à partir de la liste des groupes d'extrême droite actifs au Québec établie par Nadeau (2020, 126), en y ajoutant les groupes désormais inactifs, certains autres découverts au fil de la recherche, de même que les groupes anti-mesures sanitaires (GAMS) créés dans la foulée de la pandémie de Covid-19. Geoffroy et Boily (2021) identifient divers courants actifs au sein du mouvement anti-mesures sanitaires (AMS) : la tendance « nouvel âge » qui se caractérise par un discours plus ou moins ésotérique axé sur la remise en question de la science moderne ; le courant « citoyens souverains », qui se caractérise par un discours politico-juridique centré sur la remise en question de l'autorité gouvernementale et des tribunaux ; le courant « identitaire », qui développe un discours populiste articulé autour de la promotion du nationalisme et d'une certaine idée de l'identité et du peuple québécois ; et enfin les courants « religieux » (surtout protestants et catholiques), qui mettent de l'avant une vision ultra-conservatrice de la société et rejettent l'autorité de l'État, considérant que la loi de Dieu est supérieure à celle de l'Homme. À l'heure actuelle, plusieurs chevauchements existent entre ces différents courants et, dans la mesure où les frontières idéologiques et organisationnelles ne sont pas tout à fait claires au sein de cette alliance récente, le présent rapport n'opère pas de distinction entre les groupes qui constituent le mouvement AMS : leurs activités ont été identifiées sous la même appellation générique de « groupes anti-mesures sanitaires » (GAMS).

Les groupes de la mouvance AMS peuvent être rattachés à l'extrême droite dans la mesure où ils partagent une matrice idéologique commune. Cette matrice idéologique est fondée en premier lieu sur une conception inégalitaire des rapports sociaux. Cela s'observe notamment lorsque les GAMS insistent sur le fait que la Covid-19 ne serait dangereuse que pour un faible pourcentage de la population et que, conséquemment, les personnes en santé (les forts) ne devraient pas avoir à subir de restrictions à leurs libertés individuelles si c'est pour protéger les personnes vulnérables

7 Anti-Racist Canada (ARC). 2020. A History of Violence: 1960-2020 : <https://anti-racistcanada.blogspot.com/2011/10/a-history-of-violence-1970-2015.html>

8 Le site fachowatch est aujourd'hui fermé, mais il est possible de consulter les pages archivées : <https://web.archive.org/web/20120619092522/http://www.fachowatch.com/category/groupes-organisations-partis-politiques/>

9 <https://montreal-antifasciste.info/fr/>

10 <https://xaviercamus.com/>

11 <https://cefir.cegepmontpetit.ca/>

(les faibles). En second lieu, cette matrice idéologique s'enracine dans un rejet des valeurs et des institutions de la démocratie libérale (science, État, tribunaux, médias, universités, etc.). On peut percevoir l'enracinement des GAMS dans l'extrême droite notamment à travers la façon dont ils se sont approprié la notion d'« État profond » [*Deep State*], issue directement des extrêmes droites fascistes et suprémacistes « classiques » et rendue particulièrement visible aujourd'hui à travers le phénomène QAnon. Selon cette tendance idéologique, la démocratie libérale ne serait qu'une illusion entretenue par une élite mondialiste cherchant à détourner l'attention des populations pendant qu'elle prendrait clandestinement le contrôle de la planète à travers des procédés malhonnêtes. Cette élite serait parvenue à imposer ses intérêts et sa vision du monde en corrompant ou en soumettant les dirigeants nationaux et en prenant le contrôle des principales institutions où se forment les représentations collectives (culture populaire, médias, universités, ONU, OMS, etc.). De cette hégémonie résulterait un peuple endoctriné ; un peuple de moutons et d'endormis au sein duquel les militants se perçoivent eux-mêmes comme une avant-garde éclairée étant parvenu à briser l'illusion et à voir clair dans le jeu des dirigeants. Plusieurs des leaders du mouvement AMS sont d'ailleurs d'anciens leaders de la droite identitaire et de l'extrême droite québécoises.

Au total, nous avons répertorié les activités de 45 groupes d'extrême droite québécois (incluant les « GAMS ») auxquels s'ajoute la catégorie « aucun/inconnu », pour la période allant du 1er janvier 2010 au 31 décembre 2020.

Les types d'événements

Comme mentionné, nous nous sommes uniquement intéressés aux activités publiques et semi-publiques de l'extrême droite (à l'exception des cybercrimes ayant conduit à des accusations criminelles). Ces activités ont été catégorisées selon cinq types d'événements :

Actions militantes : événements organisés par des groupes ou des individus, dont l'objectif consiste à diffuser un message idéologique et/ou à obtenir de la visibilité pour le mouvement. Ex: campagnes d'affichages (tracts, autocollants, déroulement de bannières, etc.), publication de manifestes, commémorations historiques, nettoyage de monuments, distributions de denrées, etc.

Manifestations : rassemblements de personnes (marches, défilés, occupations, etc.), organisés en un lieu donné (généralement sur la voie publique), ayant un caractère revendicatif ou symbolique.

Concerts : événements durant lesquels un ou plusieurs groupes de musique performant devant un public.

Politiques : activités qui s'inscrivent dans le cadre des institutions politiques « traditionnelles », comme les candidatures aux élections et/ou les activités réalisées dans le cadre d'une campagne électorale, l'endossement public d'un candidat ou d'un parti et les activités de type parlementaire ou de lobbying réalisées au sein, avec ou à travers des partis, des associations ou des instances officielles.

Crimes : actions criminelles qui peuvent être clairement associées à l'extrême droite et qui ne se sont pas déroulées dans le cadre d'événements « officiels » organisés par des groupes d'extrême droite. Celles-ci ont été subdivisées pour en refléter le type : a) menaces et discours haineux ; b) vandalisme et méfaits ; c) harcèlement et intimidation ; d) agression et voies de fait ; e) terrorisme. Notons

que si de telles actions (comme des menaces ou du vandalisme) ont été observées pendant une manifestation, celles-ci n'ont pas été comptabilisées dans la catégorie « crimes », mais dans la catégorie « manifestation ». Nous avons toutefois classé cette manifestation comme un événement impliquant de la violence, ce qui nous a ensuite permis d'évaluer le degré de radicalisation de l'extrême droite québécoise. D'autre part, si un crime ne pouvait pas clairement être associé à l'extrême droite, nous n'en avons pas tenu compte. C'est donc dire que certains crimes ou incidents haineux n'ont pas été comptabilisés. Dans un contexte où nous n'avions pas accès aux bases de données officielles des forces de l'ordre, la difficulté de recenser les crimes spécifiquement associés à l'extrême droite fait en sorte que les chiffres que nous présentons pour cette catégorie doivent être considérés avec prudence.

Les types et degrés de violence

Notre objectif consistait non seulement à dresser un portrait chronologique de l'évolution de l'extrême droite au Québec au cours de la dernière décennie, mais aussi à vérifier si celle-ci s'était radicalisée au cours de cette période et représentait, en ce sens, un danger plus grand qu'auparavant. La définition même de la radicalité et de la radicalisation soulève divers enjeux. Pour donner un exemple un peu simpliste, un groupe ou un individu peut se radicaliser dans sa pensée, sans pour autant se radicaliser dans ses actions. Dans un tel scénario, déterminer quelles pensées sont légitimes et lesquelles doivent être considérées comme radicales relève du jugement moral.

Dans le cadre de ce rapport, c'est à partir de la violence que nous avons appréhendé la question de la radicalisation. Autrement dit, nous avons cherché à déterminer si l'extrême droite québécoise s'était radicalisée au cours de la dernière décennie en analysant le rapport entre le nombre d'événements total et le nombre d'événements impliquant de la violence. Afin de mieux saisir la complexité du phénomène, nous avons distingué trois formes de violence¹² (physique, verbale et cyberviolence), qui ont elles-mêmes été catégorisées selon trois degrés de gravité (faible, moyenne, élevée).

¹² Au départ, nous avons également inclus la catégorie « violences sexuelles ». Or, il s'est avéré impossible de calculer les occurrences de ce type de violence et elles ont donc dû être exclues de l'analyse.

TABLEAU 2. TYPES ET DEGRÉS DE VIOLENCE

	Violence verbale	Violence physique	Cyberviolence
Faible	Invectives, insultes, injures ou grossièretés proférées directement et en personne (non en ligne) à l'endroit d'individus. Le plus généralement, il s'agit de violences verbales envers des opposants politiques dans le contexte de manifestations ou d'événements publics.	Vandalisme et autres méfaits contre des objets, bousculades et empoignades sans coups portés (notamment lors de manifestations), se présenter sur les lieux d'une activité organisée par un opposant politique dans le but de perturber l'événement (sans porter de coups).	[Non-répertoriée]
Moyenne	Provocations, menaces de coups et blessures, envoi de lettres ou courriels menaçants.	Incendies criminels et autres méfaits graves contre des objets, intimidation et harcèlement contre des journalistes, des conférenciers, des scientifiques, des politiciens ou autres.	Discours haineux, incitation à la haine, menaces et harcèlement en ligne
Élevée	Menaces de morts, menaces de viol, menaces d'attentats terroristes.	Agressions, meurtres, terrorisme.	Menaces de mort, apologie du terrorisme, appel au meurtre ou au génocide.

©CEFIR 2021

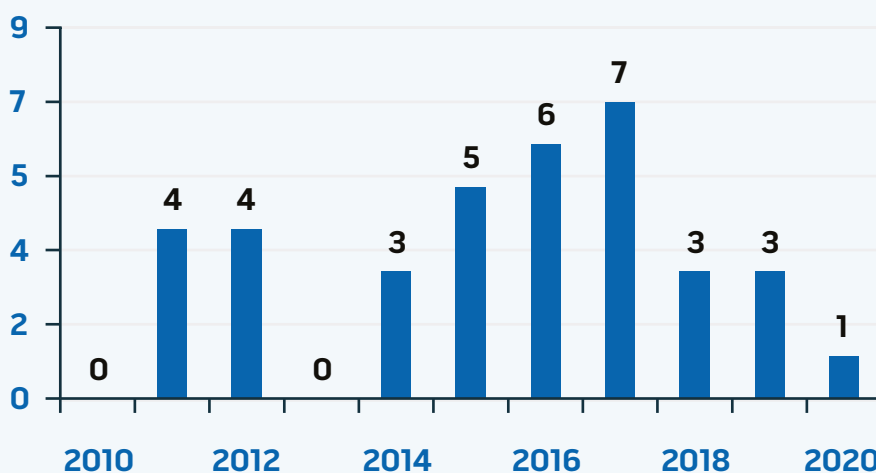
Ainsi, même si nous ne considérons à la base que les événements ayant eu lieu « en personne », nous avons tout de même tenu compte de certains cas de cyberviolence lorsque ces actions étaient jugées suffisamment graves pour qu'elles donnent lieu à des arrestations et/ou des accusations criminelles. Dans la même veine, notons que pour la cyberviolence de faible intensité, qui est très (trop) fréquente sur les médias sociaux et qui ne conduit généralement pas à des accusations criminelles, il a nous été impossible de comptabiliser l'ensemble des occurrences. Nous nous sommes donc concentrés sur les cyberviolences de moyenne et de haute intensité, comme les discours haineux, le harcèlement, les menaces de mort et l'apologie du terrorisme.

PRINCIPAUX RÉSULTATS

Les groupes et leurs activités

Dans un premier temps, notons que 11 des 45 groupes inclus dans notre échantillon — soit 24% — ont été créés avant 2010. Mis à part la Fédération des Québécois de souche (FQS), Légitime Violence et le Parti Indépendantiste¹³ qui sont toujours actifs, les autres groupes créés avant 2010 ont cessé leurs activités progressivement entre 2012-2014. C'est donc une toute nouvelle génération de mouvements d'extrême droite que l'on a vue émerger à partir de la deuxième moitié de la décennie. Entre 2015-2017, 18 nouveaux groupes ont vu le jour. Cela représente 40% de notre échantillon. Puisque les GAMS ont été regroupés dans la même catégorie, il n'est pas possible de savoir précisément combien d'organisations composent cette mouvance. Parmi les organisations les plus visibles, on peut néanmoins nommer la Fondation pour la défense des droits et libertés du peuple (FDDL), les Farfadaas et Appel à la liberté, lesquelles sont à l'origine de nombreuses manifestations survenues en 2020. Il faut également souligner que plusieurs des figures de proue du mouvement (comme Amélie Paul, Mel Goyer, Dan Pilon et d'autres) ne semblent pas affiliés à des groupes en particulier.

FIGURE 1.
NOMBRE DE GROUPES
FONDÉS SELON L'ANNÉE

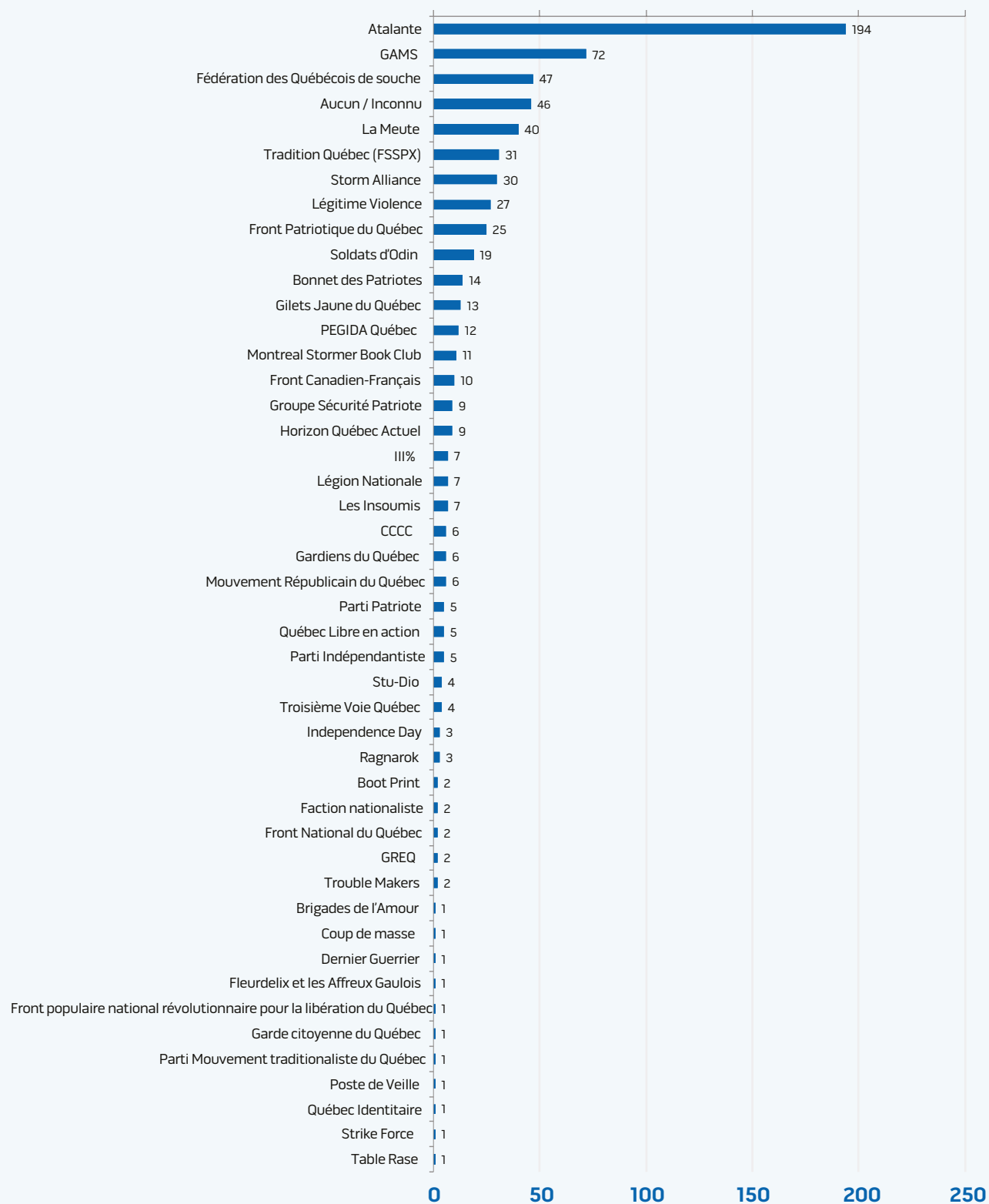


©CEFIR 2021

Afin de dresser un portrait synthétique, mais détaillé des activités menées par les groupes de l'extrême droite québécoise au cours des dix dernières années, nous nous concentrerons plus spécifiquement sur les six groupes ayant été les plus actifs durant cette période. Pour ce faire, nous excluons la catégorie « inconnu/aucun », qui est la troisième plus fréquente, avec 48 événements associés (en majorité des actes criminels (71%)).

¹³ Le Parti Indépendantiste a présenté un candidat — Alexandre Cormier-Denis (Horizon Québec Actuel) — aux élections partielles de 2017. Or, il a été largement inactif depuis. Il est donc possible qu'il ait cessé ses activités.

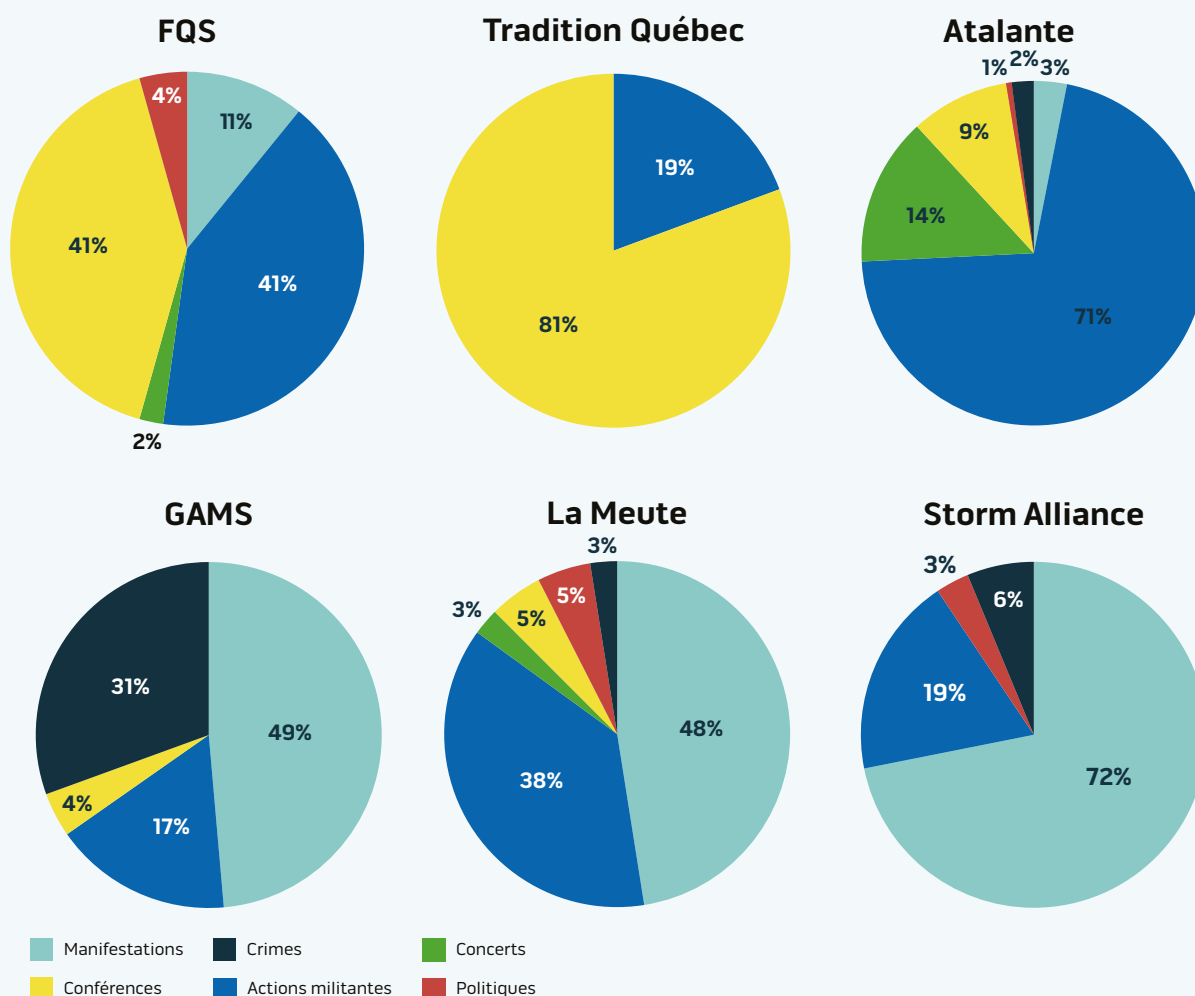
FIGURE 2. NOMBRE D'ÉVÉNEMENTS SELON LE GROUPE



©CEFIR 2021

D'emblée, on remarque que l'extrême droite québécoise est composée de groupes ayant des modes d'action contrastés. On distingue au moins deux types de groupe sur la base de leur répertoire d'action. D'une part, on voit que le militantisme de groupes comme La Meute, Storm Alliance et les GAMS est grandement axé sur l'organisation de manifestations. Ce sont des mouvements « de masse », qui cherchent d'abord à rallier les foules dans le but d'influencer les décideurs politiques. En ce sens, on pourrait qualifier leur approche de « populiste ». D'autre part, les groupes comme la FQS, Atalante et Tradition Québec apparaissent comme des mouvements beaucoup plus exclusifs. Un leader de la FQS affirmait que l'organisation tend à privilégier « la qualité [des militants] plutôt que la quantité » (cité dans Nadeau 2020, 32). À partir d'une sélection rigoureuse des militants, l'organisation souhaite former une avant-garde intellectuelle, une « nouvelle forme d'élite nationaliste », selon les termes employés par Atalante dans un ouvrage destiné à leurs membres (Peugeot 2018, 6). Ainsi, l'accès à leurs événements est fortement contrôlé et, contrairement aux mouvements de masse, ils ne comptent pas sur la force du nombre pour faire avancer leur cause politique. Ils ont une approche que l'on pourrait qualifier de plus « intellectualisante » et leur militantisme est davantage axé l'organisation de conférences et d'actions de propagande.

FIGURE 3. RÉPERTOIRE D'ACTION SELON LES GROUPES



©CEFIR 2021

Par une très large avance, Atalante est le groupe ayant été impliqué dans le plus grand nombre d'événements (n = 194) depuis sa création en 2015. Cette hyperactivité s'explique notamment par le fait qu'Atalante tient des actions de petite envergure, mais de façon régulière, comparativement à d'autres groupes qui organisent des mobilisations de plus grande envergure, mais de manière plus ponctuelle. Ce type d'actions militantes (poses de bannières, distributions de nourriture, commémorations historiques) représente 71% de ses activités. Avec son groupe musical Légitime Violence, Atalante est aussi l'un des seuls, depuis 2014, à organiser des concerts. Ceux-ci représentant 14% du total des activités du groupe. Celui-ci collabore également de manière ponctuelle avec d'autres organisations — notamment la FQS — afin de mettre sur pied des conférences et autres activités de formation idéologique, qui représentent 9% de leurs événements. Ces dernières mettent en vedette des figures locales, mais aussi internationales de l'extrême droite, ce qui permet d'illustrer le niveau d'interconnectivité qui relie le mouvement québécois à l'extrême droite globale. Enfin, nous avons vu Atalante participer à diverses manifestations, mais jamais à titre d'organisateur. De manière générale, le groupe se contente de faire de brèves apparitions lors des manifestations organisées par d'autres : ses militants déploient une bannière dans un endroit stratégique (comme sur les remparts de Québec) alors que la manifestation est déjà bien entamée, puis repartent rapidement, sans se joindre à la foule. Contrairement à d'autres groupes, les manifestations ne font pas partie du répertoire d'actions régulier d'Atalante. Elles représentent 3% des activités du groupe. À l'exception des GAMS, Atalante est l'un des seuls groupes d'extrême droite à avoir maintenu un taux d'activité relativement élevé pendant l'année 2020. En effet, alors que les premiers ont organisé 72 événements, Atalante a été impliqué dans 39 événements en 2020. En guise de comparaison, le troisième groupe le plus actif cette année, le Front canadien-français, est associé à 8 événements publics ou semi-publics. L'ensemble des autres groupes se situe en deçà de 2 événements et plusieurs ont complètement cessé leurs activités.

Le deuxième groupe ayant été le plus actif au cours de la dernière décennie est composé des GAMS, pour lesquels nous avons recensé 72 événements. Ainsi, en l'espace d'un an, les GAMS ont tenu davantage d'événements que la majorité des autres groupes sur une période de dix ans. Ces événements ont surtout consisté en des manifestations (49%). À la lumière des données recueillies, le mouvement AMS apparaît comme un moteur important pour l'extrême droite québécoise. En effet, l'année 2020 a été la plus active de la décennie et la majorité des événements ayant eu lieu (56%) sont attribuables aux GAMS. Ces groupes sont parvenus à mobiliser plusieurs centaines, voire plusieurs milliers de personnes dans les rues de Montréal et d'autres villes de la province, et ce, à différentes reprises. Rarement l'extrême droite québécoise était-elle parvenue à mobiliser à une si grande échelle. Par ailleurs, les partisans du mouvement AMS sont aussi ceux à qui l'on attribue le plus grand nombre de crimes¹⁴, soit 22. En guise de comparaison, le second groupe le plus criminalisé est Atalante, lié à 4 actions criminelles connues. Il faut toutefois noter que la catégorie « crimes » ne recouvre pas l'ensemble des événements impliquant de la violence, dont il sera question plus loin. En somme, 31% des événements associés aux GAMS sont des crimes : discours haineux (45%), méfaits et de vandalisme (27%), intimidation et harcèlement (18%), agressions ou voies de fait (9%).

Le troisième groupe ayant été le plus actif au cours de la décennie (si l'on exclut la catégorie aucun/inconnu) est la Fédération des Québécois de souche. 48 événements lui sont attribués. Avec Tradition Québec, la FQS se distingue des autres groupes d'extrême droite québécois dans la mesure où son militantisme est davantage intellectuel et axé en grande partie sur l'organisation de conférences et de formation idéologique. Celles-ci représentent 41% des activités publiques ou

14 À l'exception de la catégorie « aucun/inconnu » qui en compte 32.

semi-publiques de la FQS et plusieurs ont été organisées conjointement avec Tradition Québec ou Atalante. Étant l'un des (sinon le) plus anciens groupes à être toujours actifs dans la province¹⁵, la FQS publie également un bi-mensuel appelé *Le Harfang*, en plus d'administrer un site web, une page Facebook et d'oeuvrer à la traduction et à l'édition d'ouvrages. La FQS apparaît ainsi comme l'un des principaux idéologues de l'extrême droite québécoise. Le groupe organise aussi régulièrement des actions militantes, lesquelles représentent 41% du total de ses activités. Le plus souvent, il s'agit de campagnes d'affichage et d'autocollants apposés par les membres et les sympathisants dans différentes régions du Québec. On compte également quelques rassemblements pour commémorer des événements historiques ainsi que la participation à quelques manifestations (surtout dans les premières années de la décennie).

Le quatrième groupe à avoir été le plus actif au cours de la dernière décennie est La Meute, à qui on associe 40 événements. Créée en 2015, La Meute a connu son apogée en 2017-2018, mais a rapidement décliné à partir de 2019, pour tomber en dormance en 2020. En effet, mis à part quelques publications sur Facebook, l'organisation n'a été impliquée dans aucun événement public ou semi-public au cours de la dernière année. Dans une large proportion (48%), les activités de La Meute ont consisté en des manifestations. On lui attribue aussi un certain nombre d'actions militantes, qui comptent pour 38% des activités du groupe. Parmi celles-ci, plusieurs activités sociales destinées aux militants, des distributions de tracts et des campagnes d'affichage, mais aussi des actions d'intimidation lors d'événements organisés par des partis politiques (Hudon 2017) ou des centres de recherche, comme ce fut le cas lors d'une conférence du CEFIR (Bussière 2018). Souvent présenté comme le plus important groupe d'extrême droite des dernières années au Québec (Radio-Canada 2016), La Meute a néanmoins été en proie à des dissensions internes prégnantes et plusieurs de ses leaders ont été successivement renversés par des « putschs ». Le chef actuel, Sylvain « Maïkan » Brouillette, a lui-même été brièvement expulsé en 2019, avant de revenir et de réclamer son leadership (Béland 2019). Parmi ses opposants les plus farouches, Steve « l'Artiss » Charland, ex-numéro deux de l'organisation, menait la faction dissidente. Après avoir brûlé sa veste de La Meute, celui-ci est devenu l'un des principaux leaders du mouvement AMS. À travers le groupe qu'il a fondé, Les Farfadaas, Charland a été l'une des figures les plus visibles du mouvement en 2020.

Avec 31 événements, Tradition Québec est le cinquième groupe d'extrême droite ayant été le plus actif au Québec au cours de la dernière décennie. Fondé en 2015, Tradition Québec est un groupe de jeunes traditionalistes catholiques proche de la Fraternité Sacerdotale Saint-Pie-X (FSSPX). Celui-ci a été le plus actif au cours de ses premières années d'existence, soit en 2015, 2016 et 2017, avec près d'une dizaine d'événements par années. Par la suite, le nombre d'événements publics et semi-publics qui lui sont attribués a drastiquement chuté, passant à 1 en 2018, à 2 en 2019, pour enfin s'établir à 0 en 2020. Ceci dit, le groupe continue d'être actif, ayant notamment lancé une maison d'édition — Les Éditions de la Vérité — en 2018 et une chaîne YouTube — Foi et Patrie —, en 2020. De manière générale, le répertoire d'action de Tradition Québec est parmi les moins variés. Le groupe s'articule principalement autour de la formation doctrinaire. Les conférences représentent ainsi 81% de l'ensemble de ses activités. Les 19% restant sont constitués d'actions militantes. Le groupe avait notamment fait parler de lui en décembre 2015, lorsque ses militants avaient installé une crèche sous le sapin de l'hôtel de ville de Saguenay (Radio-Canada 2015a), puis en février 2017, lorsqu'ils avaient raccroché un crucifix retiré du mur de l'hôpital Saint-Sacrement, à Québec (Bouchard 2017). Le groupe a également organisé deux pèlerinages à la basilique Sainte-Anne-de-Beaupré et on a aperçu ses affiches à Jonquière, en 2015.

15 L'organisation a été fondée en 2007.

Créé en 2016, Storm Alliance a, pour sa part, surtout été actif entre 2017 et 2019. Avec 30 événements qui lui sont associés, il s'agit de notre sixième groupe le plus actif au cours de la dernière décennie. Créé par Dave Tregget à la suite d'une scission au sein des Soldats d'Odin, Storm Alliance s'est principalement fait connaître par ses manifestations contre les passages irréguliers de demandeurs d'asile au poste frontalier de Lacolle et sur le chemin Roxham. On l'a aussi vu collaborer en diverses occasions avec La Meute et d'autres groupes pour l'organisation de marches et de rassemblements publics. Le répertoire d'action de Storm Alliance est ainsi composé à 72% de manifestations (ce qui est bien davantage que La Meute, pour qui ce type d'action représente 48% de l'ensemble des activités). Comme la plupart des groupes, Storm Alliance a largement sombré dans l'inactivité en 2020, dans le contexte de la pandémie de Covid-19. Or, certains de ses membres les plus influents ont continué d'être actifs et sont devenus des têtes d'affiche du mouvement AMS. C'est le cas notamment de Mario Roy, que l'on aperçoit souvent arborant une casquette aux couleurs de Storm Alliance. Ce dernier, issu de la mouvance des « citoyens souverains » et proche de l'organisation Les Farfadaas, a été extrêmement visible au sein du mouvement AMS pendant l'année 2020, organisant diverses manifestations et coups d'éclat pour s'opposer aux mesures sanitaires et dénoncer ce qu'il associe à l'autoritarisme du gouvernement. Il soutient par ailleurs que la Direction de la protection de la jeunesse opère un réseau d'enlèvement d'enfants et possède également un vaste historique de démêlés avec la justice, ayant notamment été reconnu coupable de trois outrages au tribunal et accusé de harcèlement criminel à l'endroit d'une personne associée au système judiciaire. Au moment d'écrire ces lignes, Roy se trouvait en prison en lien avec cette affaire, un juge ayant refusé de le libérer dans l'attente de son procès (Péloquin 2021). On peut également mentionner Jonathan Héroux (alias John Hex) — ancien de Storm Alliance et instigateur de la Vague bleue¹⁶ —, qui a tenté d'organiser des arrestations citoyennes et proposé d'occuper l'Assemblée nationale en octobre 2020 pour protester contre les mesures sanitaires. Déçu de s'être retrouvé presque seul à son événement, Héroux a par la suite annoncé son retrait du militantisme¹⁷.

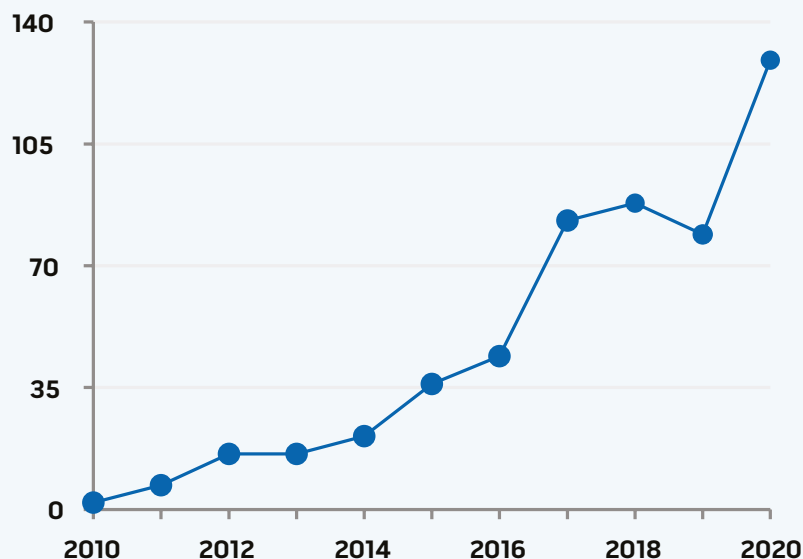
¹⁶ La « Vague bleue » est une manifestation ayant eu lieu à Montréal le 4 mai 2019. Elle a regroupé environ 300 personnes devant les locaux de la station TVA. Initialement, l'événement visait à réclamer une constitution citoyenne pour le Québec. Or, les organisateurs ont rapidement réajusté le message pour faire de la manifestation un événement en appui au projet de loi 21 sur la laïcité de l'État. Quelques dizaines de militants antifascistes étaient venus les confronter mais avaient été maintenus à distance par la police. Par la suite, une deuxième édition de la Vague bleue a été organisée à Trois-Rivières, le 27 août 2019. Cette fois, l'événement a réuni quelques 125 participants, qui ont été confrontés à près de 200 contre-manifestants. Des altercations ont éclaté et du gaz lacrymogène a été lancé par les forces de l'ordre. La militante identitaire Diane Blain, qui s'était fait connaître pour avoir invectivé Justin Trudeau lors d'une allocution partisane, avait notamment été filmée alors qu'elle prononçait un discours suggérant au peuple québécois de prendre les armes contre les musulmans, les Juifs et les Sikhs, présentés comme des ennemis. La deuxième édition de la Vague bleue a été décrite par plusieurs comme un échec en raison de la faible participation par rapport à la première. (Presse Canadienne 2019 ; Radio-Canada 2019a ; Montréal antifasciste 2019).

¹⁷ <https://www.facebook.com/photo/?fbid=10164279229740223&set=a.10155427478220223>

Chronologie des événements de l'extrême droite québécoise

Les données de notre enquête révèlent que nous avons bel et bien assisté à une « montée » de l'extrême droite au Québec au cours des dix dernières années. En effet, le mouvement a connu une progression constante de ses activités, sauf en 2019, où l'on a observé un léger recul (-10%) dans le nombre d'événements publics et semi-publics tenus par l'extrême droite. Au total, ce sont 521 événements qui ont été recensés pendant la période étudiée. Les hausses sont particulièrement marquées pour 2015 (+71%), 2017 (+89%) et 2020 (+63%), mais on observe une augmentation importante dès 2012 (+129%), bien qu'à ce moment, le nombre total d'événements demeure relativement modeste ($n=16$). De manière générale, la première moitié de la décennie représente une période d'émergence et de structuration pour le mouvement actuel, avec un nombre relativement faible d'événements, mais une augmentation rapide : on passe ainsi de 2 à 36 événements entre 2010 et 2015, ce qui représente une augmentation de 1700%. La seconde moitié de la décennie correspond à une période de consolidation et de maturation. Le nombre d'événements est plus élevé, mais augmente plus lentement : on passe de 36 événements en 2015 à 129 en 2020, pour une augmentation de 258%. En considérant l'ensemble de la décennie, les activités de l'extrême droite ont bondi de 6350%. On peut donc affirmer hors de tout doute qu'il y a eu une montée très significative de l'extrême droite au Québec au cours des dix dernières années.

FIGURE 4.
NOMBRE D'ÉVÉNEMENTS
DE L'EXTRÊME DROITE
QUÉBÉCOISE SELON
L'ANNÉE



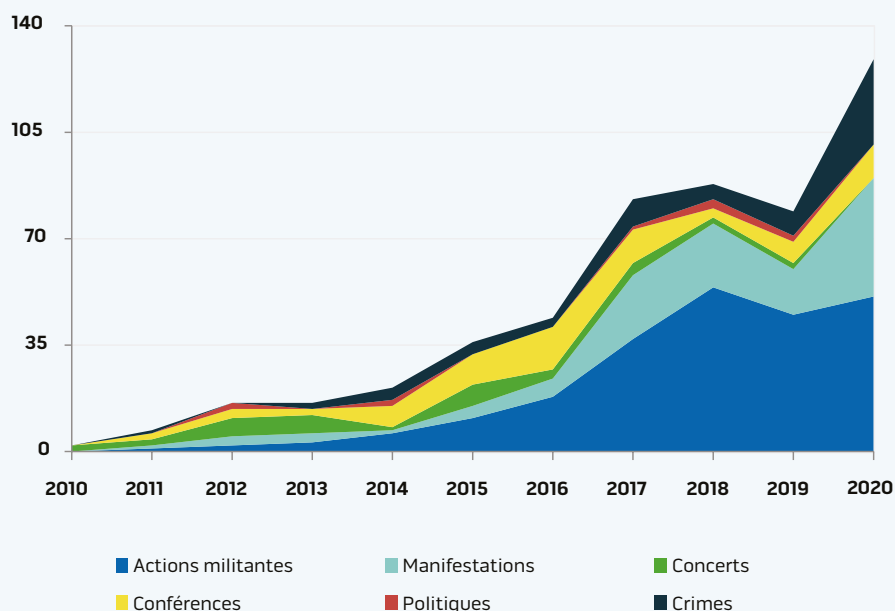
©CEFIR 2021

TABLEAU 3. NOMBRE D'ÉVÉNEMENTS SELON LE TYPE ET L'ANNÉE

Année	Actions militantes	Manifestations	Concerts	Conférences	Politiques	Crimes	TOTAL
2010	0	0	2	0	0	0	2
2011	1	1	2	2	0	1	7
2012	2	3	6	3	2	0	16
2013	3	3	6	2	0	2	16
2014	6	1	1	7	2	4	21
2015	11	4	7	10	0	4	36
2016	18	6	3	14	0	3	44
2017	37	21	4	11	1	9	83
2018	54	21	2	3	3	5	88
2019	45	15	2	7	2	8	79
2020	51	39	0	11	0	28	129
TOTAL	228	114	35	70	10	64	521

©CEFIR 2021

FIGURE 5. NOMBRE D'ÉVÉNEMENTS SELON LE TYPE ET L'ANNÉE



©CEFIR 2021

La décennie s'amorce à un moment où la scène contre-culturelle skinhead québécoise est très active. Très centrée sur la musique, la scène compte plusieurs groupes locaux (formés en majorité vers 2007-2009), qui se produisent lors de concerts organisés dans la province et parfois à l'étranger : Boot Print, Coup de Masse, Légitime Violence, Section de Guerre, Section Saint-Laurent et Trouble Makers. C'est pourquoi, pour la période comprise entre 2010 et 2013, les concerts représentent en moyenne 52% des activités de l'extrême droite. Par la suite, leur importance relative tendra à diminuer. À partir de 2014, Légitime Violence devient le seul groupe québécois qui continue (à notre

connaissance¹⁸) à se produire sur scène. Celui-ci effectuera notamment diverses tournées en Europe et se rendra même à Osaka, en novembre 2019, pour jouer avec le groupe japonais The Hawks. Au Québec, ils partagent la scène avec des groupes invités de France (In Memoriam, Lemovice, Baise ma hache), d'Italie (SPQR, Bronson) et des États-Unis (Offensive Weapon). En plus de contribuer à la création et au maintien d'une identité collective (Teitelbaum 2017), ces concerts permettent d'établir des contacts et de développer des réseaux avec des militants et des organisations de partout sur la planète. Au total, nous recensons 35 concerts d'extrême droite au cours de la dernière décennie, ce qui représente 7% de l'ensemble des activités du mouvement.

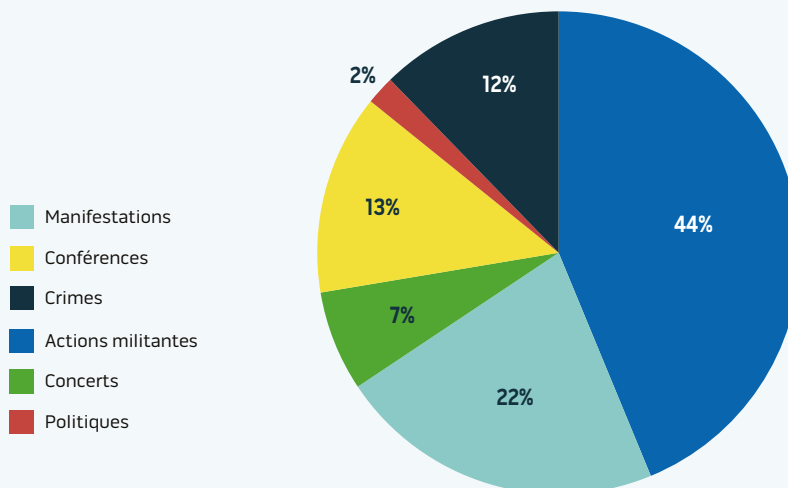
À partir de la seconde moitié de la décennie, les répertoires d'actions des groupes d'extrême droite se diversifient avec la création de nouveaux groupes aux idéologies et aux méthodes contrastées, prenant tantôt la forme de groupes de pression politique, de médias alternatifs, de cercles de discussion ou de milices. Si les concerts représentaient jusque-là les principales activités de l'extrême droite, on observe entre 2014 et 2016 une augmentation de l'importance prise par les conférences et les actions militantes. Puis, à partir de 2017, ce seront les manifestations qui gagneront en importance. Cela laisse entrevoir une mutation graduelle de l'extrême droite, à mesure que les groupes commencent à adopter une posture plus idéologique et plus militante que celle qui caractérisait la scène skinhead du début des années 2010.

En organisant davantage de conférences, l'extrême droite cherche à structurer sa pensée et à développer sa doctrine. En plus d'événements « locaux » portant sur différents aspects de l'histoire et du nationalisme québécois, ces conférences mettent souvent en vedette des membres de groupes étrangers (de France et d'Italie, notamment), venus parler de leur expérience et expliquer aux militants québécois la structure et les stratégies de leur organisation, en plus de témoigner des écueils à éviter. Avec un total de 70 conférences sur dix ans, celles-ci connaissent leur apogée entre 2014 et 2016. On en compte alors entre 10 et 14 par année, ce qui représente entre 28% et 33% de l'ensemble des événements associés à l'extrême droite québécoise durant cette période. Par la suite, leur importance relative tend à diminuer : les conférences représentent en moyenne 9% des activités de l'extrême droite pour la période de 2017 à 2020. Cela pourrait être dû au fait que les groupes ont atteint un certain degré de maturité idéologique et organisationnelle, faisant en sorte qu'ils ont moins besoin des apports d'une réflexion extérieure.

L'augmentation du nombre d'actions militantes (campagnes d'affichage, distributions de tracts, etc.) laisse quant à elle présager une volonté d'être plus visible, de s'appropriier l'espace public et de jouer un rôle plus politique. À partir de 2014, les actions militantes vont représenter le type d'activité le plus fréquent pour l'ensemble de la période étudiée. Au total, 228 actions militantes ont été recensées au cours de la décennie, ce qui représente 44% de toutes les activités de l'extrême droite québécoise. Ce nombre élevé est attribuable en grande partie à Atalante, qui est extrêmement actif et mène de façon régulière des actions de faible envergure, comme des distributions de nourriture ou des campagnes d'affichage. Ce type d'action est peu coûteux en temps et en énergie et elles peuvent être réalisées avec l'apport d'un nombre restreint de militants. Les efforts de mobilisation sont donc moindres et la visibilité potentielle est grande, surtout lorsque les médias choisissent d'en faire une nouvelle. Ce fut le cas par exemple en juillet 2017, lorsqu'un militant de la FQS, seul, avait apposé des autocollants sur du mobilier urbain lors d'une promenade au centre-ville de Sherbrooke.

18 De manière générale, nous nous sommes surtout penchés sur la scène RAC (rock against communism). Nous avons peu exploré la scène NSBM (national-socialist black metal), de sorte qu'il est possible que nous ayons omis certains groupes.

FIGURE 6.
PROPORTION DES
ÉVÉNEMENTS SELON
LE TYPE (2010-2020)



©CEFIR 2021

Des médias nationaux comme Radio-Canada avaient rapporté l'événement, générant ainsi une grande visibilité pour l'organisation (Beaudoin 2017 ; Nadeau 2020, 103). Dans ce contexte, le ratio coûts/bénéfices s'avère très avantageux et c'est pourquoi il s'agit d'un mode d'action privilégié pour les groupes d'extrême droite. Les actions de type « distribution de nourriture », fréquemment employées par Atalante, permettent aussi d'entretenir l'image d'un groupe soucieux des démunis et d'être vu dans la rue, près du « peuple ». De plus, grâce à leur régularité, ces actions militantes représentent un moyen de garder les militants actifs et motivés, ce qui facilite la rétention des effectifs.

Après les actions militantes, les manifestations constituent le second type d'événement le plus fréquent. Au cours de la dernière décennie, l'extrême droite québécoise a organisé ou participé à 114 manifestations, ce qui représente 22% de l'ensemble des événements. Parmi celles-ci, 89% ont eu lieu entre 2016 et 2020. C'est donc dire que ce mode d'action était rare dans la première moitié de la décennie. Bien que l'événement fut un échec en raison de la forte contre-mobilisation, la tentative du groupe PEGIDA Québec d'organiser une « manifestation contre l'islamisation » dans le quartier du Petit-Maghreb à Montréal, en mars 2015, marque une étape importante dans une phase de décomplexion qui fait que l'extrême droite est de moins en moins hésitante à se montrer publiquement. Préalablement, les manifestations de l'extrême droite étaient surtout le fait de la Fédération des Québécois de souche et de la Légion nationale, qui tenaient annuellement leur « Marche contre la dénationalisation ». Ces événements regroupaient généralement une quinzaine de personnes et étaient peu relayés par les médias. En revanche, la tentative de manifestation de PEGIDA Québec, survenue alors que les débats sur la Charte des valeurs québécoises battaient leur plein, a été très largement couverte par la presse et a suscité de vives réactions de la part de politiciens, de syndicats et de groupes communautaires. L'événement avait même trouvé écho à l'Assemblée nationale, où les parlementaires avaient adopté à l'unanimité une motion pour manifester leur profonde préoccupation à l'égard de PEGIDA Québec (Radio-Canada 2015b). Malgré son échec, cet événement ouvre une brèche et contribue à normaliser la pratique. Graduellement, les manifestations vont commencer à prendre plus d'importance dans le répertoire d'actions de l'extrême droite québécoise. Alors qu'on en comptait entre 0 et 6 par année avant 2016, leur nombre oscillera entre 21 et 39 pendant la seconde moitié de la décennie. C'est au cours de l'année 2017 que l'on a connu la plus forte hausse : nous sommes alors passés de 6 à 21 manifestations,

une augmentation de 250%. En nombre absolu, c'est toutefois au cours de l'année 2020 que l'on a observé le plus grand nombre de manifestations, avec 39. Cela représente un bond de 160% par rapport à l'année précédente.

Les crimes directement attribuables à l'extrême droite étaient relativement peu nombreux au début de la décennie, mais ont tout de même connu une augmentation progressive à partir de 2013, dans le contexte des débats sur la Charte des valeurs. Ils vont atteindre des sommets en 2017-2018 ainsi qu'en 2020. Ces actions criminelles peuvent être le fait d'individus isolés (loups solitaires) ou de membres de groupes identifiables, mais n'ont pas été commises dans le cadre d'événements « officiels » organisés par des groupes d'extrême droite. Mis à part les cybercrimes ayant conduit à des arrestations et/ou des accusations, nous n'avons considéré que les crimes « non virtuels ». Comme nous le mentionnions précédemment, ces données doivent être considérées avec prudence : elles ont été recueillies à travers une revue de presse et une veille des médias sociaux. Il s'agit donc de crimes ayant été médiatisés ou que l'on a pu constater directement à partir de contenu (photos, vidéos, messages) diffusé sur les médias sociaux. Nous avons recensé un total de 64 crimes au cours de la période étudiée. Ceux-ci représentent 12% de l'ensemble des événements. Ces crimes prennent la forme de menaces et de discours haineux (44%) ; de méfaits et de vandalisme (34%) ; d'intimidation et de harcèlement (11%) ; d'agressions et de voies de fait (9%) ; et de terrorisme (2%). De manière générale, l'année 2020 a été — de loin — celle durant laquelle les partisans de l'extrême droite ont commis le plus de crimes. On a observé une croissance particulièrement marquée des cas de menaces et de discours haineux (+225%), de vandalisme (+500%) et d'intimidation et de harcèlement (+700%). Cette tendance peut s'expliquer à la fois par une « radicalisation » de l'extrême droite — qui aurait effectivement commis plus d'infractions —, mais elle pourrait aussi être due à une plus grande proactivité de la part des autorités policières qui sévissent davantage, notamment en ce qui concerne la cybercriminalité : 79% des crimes recensés en 2020 sont attribuables aux GAMS et parmi ceux-ci, la moitié sont des menaces de mort ou de violence proférées via l'internet.

Les actions de type « politique » sont, quant à elles, les moins nombreuses. Nous en avons dénombré 10 au cours de la décennie, ce qui représente 2% de toutes les activités de l'extrême droite. Celles-ci suivent généralement le cycle des campagnes électorales puisqu'il s'agit en majorité de courses électorales menées par des candidats associés à l'extrême droite. Le parti national-populiste Citoyens au Pouvoir¹⁹ — dirigé par le leader AMS Stéphane Blais et pour qui le candidat pro-QAnon Alexis Cossette-Trudel a fait campagne — a notamment participé à trois élections (2012, 2014, 2018) récoltant chaque fois moins de 1% du vote. Le Parti Indépendantiste, connu pour avoir abrité des éléments néonazis (Bussière 2012 ; 2017), a quant à lui présenté dix candidats aux élections de 2012, puis un seul aux élections de 2014, récoltant entre 0 et 0,03% des voix. Alexandre Cormier-Denis, leader du groupe Horizon Québec Actuel, s'est notamment présenté sous cette bannière lors de l'élection partielle de 2017 dans le comté de Gouin, obtenant 0,6% des votes. Un autre candidat connu pour sa proximité avec la Fédération des Québécois de souche (mais aussi avec La Meute et Storm Alliance), Sylvain Marcoux, s'est présenté comme indépendant dans Drummond-Bois-Francs lors des élections provinciales de 2018, récoltant 250 votes, soit 0,7%. Enfin, Julien Côté-Lussier — membre du Montreal Stormer Book Club et ex-porte-parole de ID Canada, qui soutient que la race blanche est victime d'un ethnocide au Canada — a été aperçu en train de poser des affiches électorales en compagnie

¹⁹ Le parti a changé de nom à plusieurs occasions. Aux élections de 2012, il s'appelait la Coalition pour la constituante. Il a mené la course de 2014 sous la dénomination de Parti des sans partis, avant de devenir le Parti Citoyens au pouvoir en 2016 et de mener la course de 2018 sous ce nom.

de Shawn Beauvais-MacDonald²⁰ pour la campagne électorale fédérale de 2019 (Marchand 2019). Candidat indépendant, Côté-Lussier a récolté 274 votes, soient 0,5%. En somme, ces données indiquent qu'à l'heure actuelle, l'extrême droite québécoise demeure un phénomène largement *extraparlémentaire* qui connaît peu de succès au sein des arènes institutionnelles.

Chronologie de la violence et de la radicalisation

Dans le but de déterminer si l'extrême droite québécoise s'était radicalisée au cours des dix dernières années, nous avons cherché à recenser les événements ayant impliqué de la violence afin d'en observer l'évolution. Nous avons pris en considération les cinq catégories de crime citées à la section précédente (menaces et discours haineux ; vandalisme et méfaits ; harcèlement et intimidation ; agression et voies de fait ; terrorisme), auxquelles nous avons ajouté un sixième type de violence : celui des « heurts avec des opposants ». Cette dernière catégorie vise à distinguer les crimes violents que l'on pourrait qualifier d'actes « isolés » des incidents survenus dans le cadre d'événements organisés par des groupes, comme les manifestations et les actions militantes. Afin de mieux saisir la complexité du phénomène, nous avons ensuite distingué trois types de violence (physique, verbale, et cyberviolence), qui ont elles-mêmes été divisées selon trois degrés de gravité (faible, moyenne, élevée).

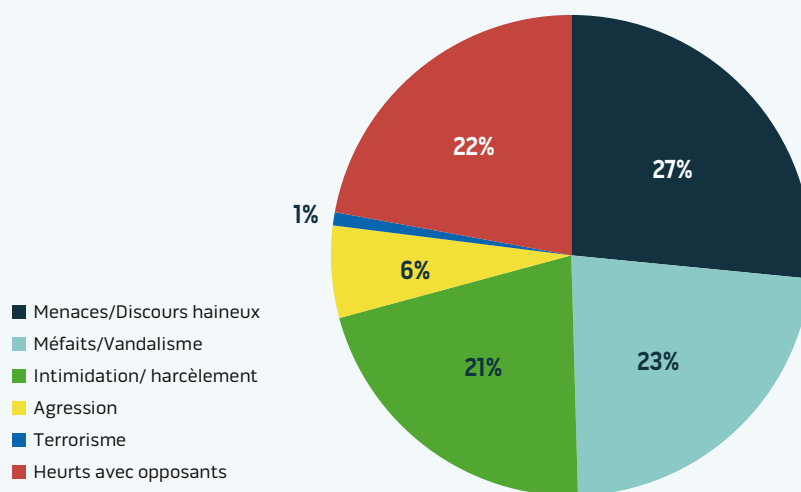
TABLEAU 4.
NOMBRE D'ÉVÉNEMENTS AYANT IMPLIQUÉ DE LA VIOLENCE SELON LE TYPE ET L'ANNÉE

	Menaces/ Discours haineux	Méfaits/ Vandalisme	Intimidation/ harcèlement	Agression	Terrorisme	Heurts avec opposants	Total
2010	0	0	0	0	0	0	0
2011	0	1	0	0	0	1	2
2012	0	0	0	0	0	0	0
2013	0	1	0	1	0	0	2
2014	1	3	0	0	0	0	4
2015	3	3	0	0	0	2	8
2016	0	3	1	0	0	3	7
2017	5	4	3	1	1	9	23
2018	4	2	4	2	0	5	17
2019	4	3	2	1	0	5	15
2020	13	6	14	2	0	0	35
Total	30	26	24	7	1	25	113

©CEFIR 2021

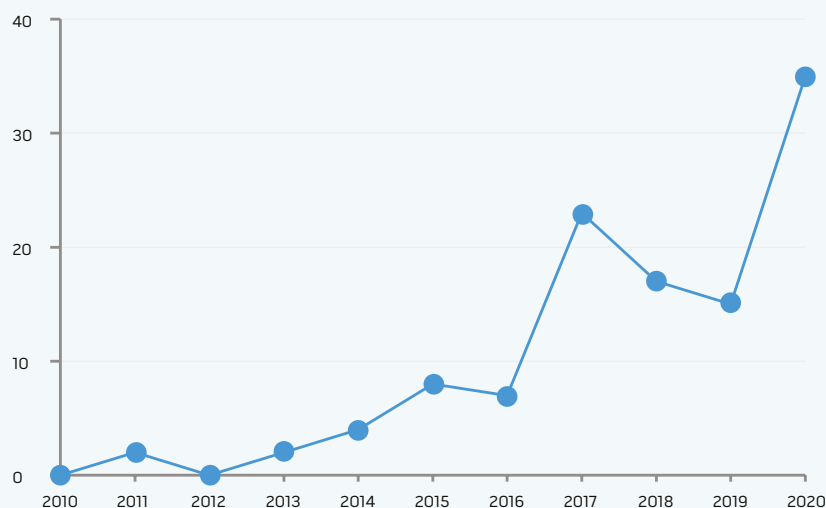
²⁰ Ancien membre et administrateur de la page anglophone de La Meute et aujourd'hui proche d'Atalante, il était également présent lors de la manifestation meurtrière de l'alt-right américaine à Charlottesville (Radio-Canada 2017).

FIGURE 7.
CATÉGORIES
DE VIOLENCES
(2010-2020)



©CEFIR 2021

FIGURE 8.
NOMBRE D'ÉVÉNEMENTS
AYANT IMPLIQUÉ DE LA
VIOLENCE SELON L'ANNÉE



©CEFIR 2021

De manière générale, les principales violences liées à l'extrême droite ont trait à des menaces et des discours haineux (27%). Les méfaits/vandalisme et les heurts avec des opposants représentent quant à eux 23% et 22%. Les actes d'intimidation et de harcèlement suivent non loin derrière, à 21%. Les agressions sont plus rares, mais comptent néanmoins pour 6% de l'ensemble des actions violentes de l'extrême droite durant la décennie. Il est d'ailleurs fort probable que la majorité des agressions (et des autres catégories de violences également) n'aient pas été rapportées et que nous n'ayons donc pas pu les comptabiliser. Au total, 113 des 521 événements recensés ont impliqué de la violence, ce qui représente 22% de l'ensemble des activités publiques ou semi-publiques tenues par l'extrême droite québécoise au cours de la décennie.

L'analyse nous permet de constater une tendance à la hausse de la violence d'extrême droite depuis le début des années 2010, avec une accélération marquée dans la seconde moitié de la décennie (figure 8). D'une moyenne annuelle de 2,6 événements impliquant de la violence entre 2010 et 2016, nous sommes passés à une moyenne de 19,4 entre 2016 et 2020. En décortiquant cette tendance

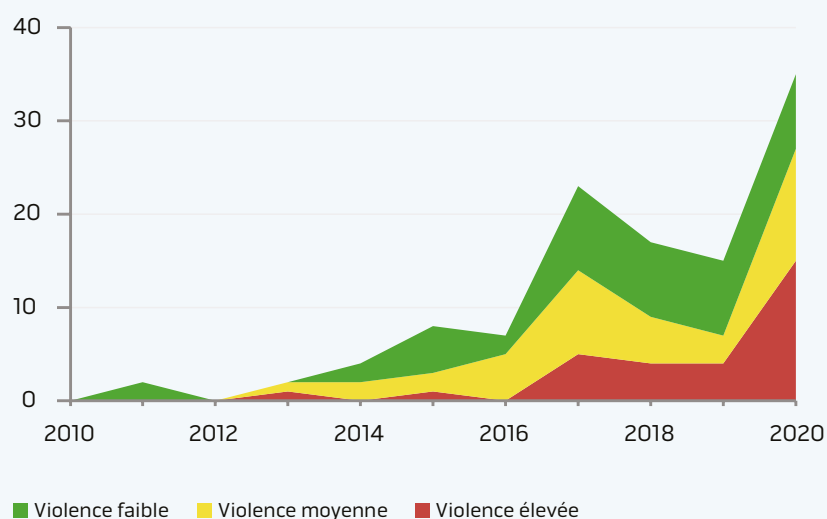
(tableau 5 et 6 ; figure 9), on voit que le degré de violence a également eu tendance à augmenter, ce qui laisse entrevoir une radicalisation de l'extrême droite québécoise. Jusqu'en 2016, les violences commises par l'extrême droite québécoise sont principalement de faible ou de moyenne intensité. Il s'agit alors majoritairement de vandalisme et de méfaits (50%). Les événements impliquant un degré élevé de violence demeurent relativement peu nombreux. Toutefois, à partir de la seconde moitié de la décennie, le degré de gravité des violences d'extrême droite connaît un essor significatif. La majorité des violences ont alors trait à des menaces et discours haineux (27%), de même qu'à des actes de harcèlement et d'intimidation (25%). On observe par ailleurs des pointes de violence particulièrement saillantes en 2017 et en 2020.

TABLEAU 5. DEGRÉS DE VIOLENCE SELON L'ANNÉE

	Violence élevée	Violence moyenne	Violence faible	TOTAL
2010	0	0	0	0
2011	0	0	2	2
2012	0	0	0	0
2013	1	1	0	2
2014	0	2	2	4
2015	1	2	5	8
2016	0	5	2	7
2017	5	9	9	23
2018	4	5	8	17
2019	4	3	8	15
2020	15	12	8	35
TOTAL	30	39	44	113

©CEFIR 2021

FIGURE 9. DEGRÉ DE VIOLENCE SELON L'ANNÉE



©CEFIR 2021

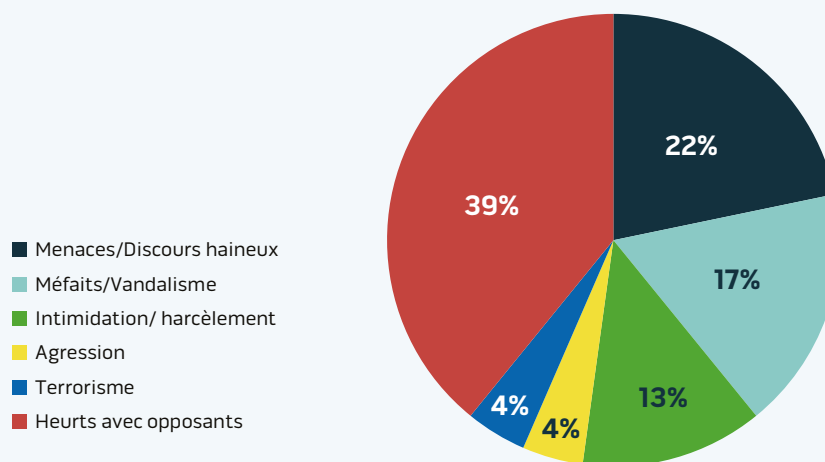
TABEAU 6. NOMBRE D'ÉVÉNEMENTS VIOLENTS SELON LA FORME, LE DEGRÉ ET L'ANNÉE

	VP élevée	VP moyenne	VP faible	Total VP	VV élevée	VV moyenne	VV faible	Total VV	CV élevée	CV moyenne	CV faible	Total CV	Total
2010	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2011	0	0	1	1	0	0	1	1	0	0	0	0	2
2012	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2013	0	1	0	1	1	0	0	1	0	0	0	0	2
2014	0	2	2	4	0	0	0	0	0	0	0	0	4
2015	0	0	3	3	0	1	2	3	1	1	0	2	8
2016	0	4	1	5	0	1	1	2	0	0	0	0	7
2017	2	5	8	15	3	3	1	7	0	1	0	1	23
2018	2	3	7	12	1	2	1	4	1	0	0	1	17
2019	1	0	4	5	0	3	4	7	3	0	0	3	15
2020	3	7	8	18	0	2	0	2	12	3	0	15	35
Total	8	22	34	64	5	12	10	27	17	5	0	22	113

VP = Violence physique VV = Violence verbale CV = Cyberviolence

©CEFIR 2021

FIGURE 10. PROPORTION DES TYPES DE VIOLENCE EN 2017



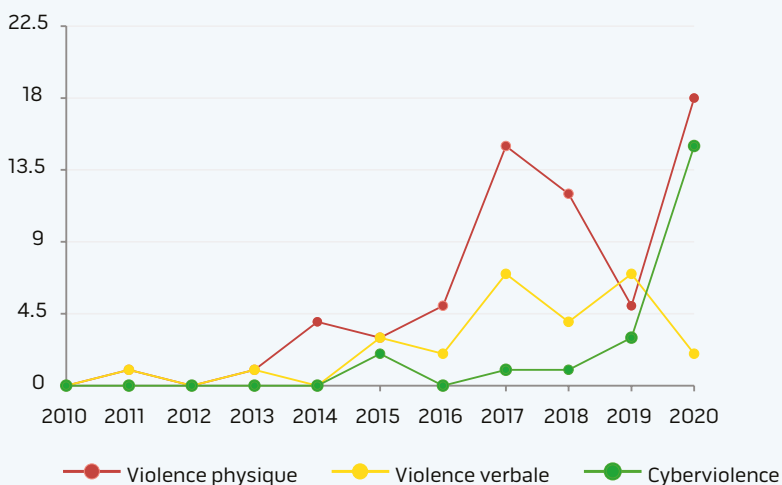
©CEFIR 2021

D'abord, 2017 est l'année où les manifestations commencent à occuper une place centrale dans le répertoire d'actions de l'extrême droite québécoise. C'est aussi l'année où l'on a recensé le plus grand nombre de heurts avec des opposants. Ainsi, 39% des événements impliquant de la violence en 2017 sont liés à des heurts avec des opposants. Il est intéressant de noter que le nombre de manifestations a été le même en 2018 (soit 21), mais que le nombre de heurts avec des opposants a diminué, passant de 9 à 5. Cela peut laisser penser qu'il y a eu une mobilisation moins forte de la part des mouvements antifascistes, ou alors que les forces policières sont mieux parvenues à encadrer les manifestations, évitant que les opposants se rencontrent. L'année 2017 est aussi la

seule où l'on a enregistré une action terroriste liée à l'extrême droite, avec l'attentat à la mosquée de Québec, le 29 janvier. Le reste des violences pour cette année sont liées à des menaces et des discours haineux (22%), de même qu'à des méfaits et du vandalisme (17%). La figure 11 nous permet de constater que les violences physiques ont connu un bond important en 2017 : en plus de l'incendie de la voiture du président du Centre culturel islamique de Québec, nous avons observé diverses actions d'intimidation de la part de l'extrême droite envers des journalistes, des politiciens et des opposants politiques.

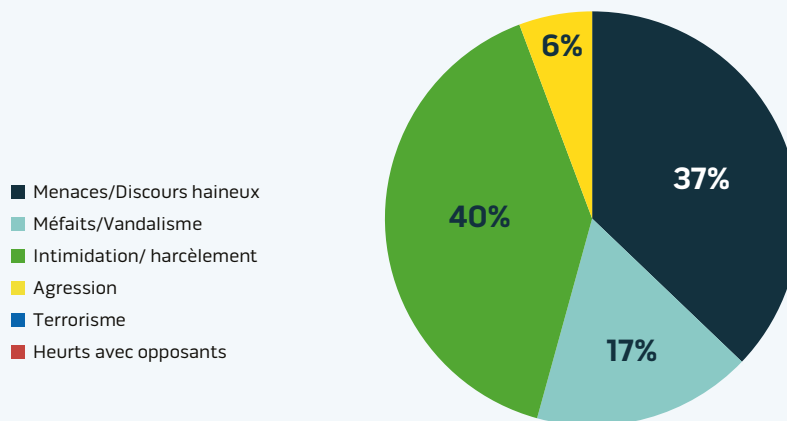
L'année 2020, quant à elle, est l'année la plus violente que nous ayons connue au cours de la décennie. On recense au total 35 événements ayant impliqué de la violence. Il est intéressant de constater que les types de violence observée en 2020 sont différents de ceux que nous avons notés en 2017. D'emblée, on remarque que la catégorie « heurts avec opposants » est totalement disparue, alors qu'elle représentait la catégorie la plus fréquente en 2017. Pourtant, il y a eu 86% plus de manifestations en 2020 (39, comparativement à 21 en 2017). Il est possible que cela soit dû à une plus faible mobilisation de la part des organisations antifascistes dans le contexte de la pandémie de Covid-19. Plutôt que par des heurts avec des opposants, l'année 2020 se caractérise par des violences liées à de l'intimidation et du harcèlement (40%), de même qu'à des menaces et

FIGURE 11.
FORMES DE VIOLENCE
SELON L'ANNÉE



©CEFIR 2021

FIGURE 12.
PROPORTION DES TYPES
DE VIOLENCE EN 2020

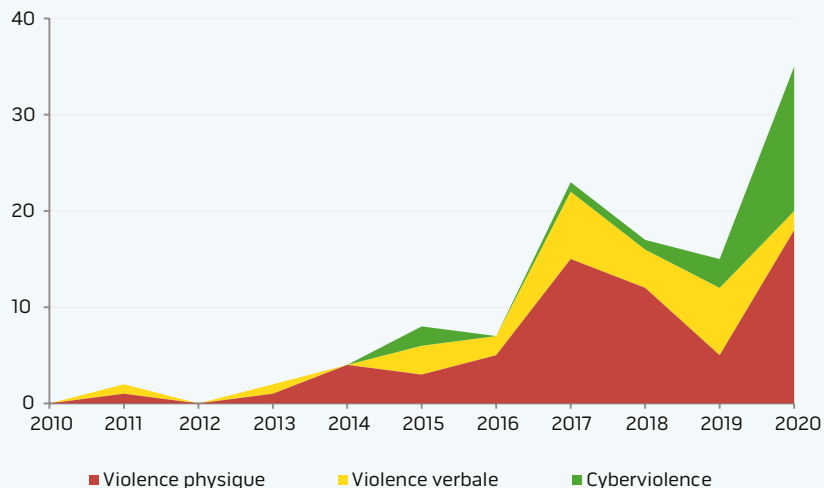


©CEFIR 2021

des discours haineux (37%). Nous avons également observé des actes de méfaits et le vandalisme (17%), notamment envers des symboles de la communauté asiatique, ce qui contraste avec les années précédentes où le vandalisme et les méfaits étaient surtout commis contre des mosquées et autres symboles de la communauté musulmane. La dernière catégorie de violence la plus fréquente en 2020 est constituée par les agressions et les voies de fait, qui représentent 6% des violences enregistrées.

Ces données nous permettent de conclure à une radicalisation de l'extrême droite : en 2017, 39% des actions violentes étaient de faible intensité ; en 2020, cette proportion est descendue à 22%. Parallèlement, les événements ayant impliqué un degré de violence élevé sont passés de 22% en 2017 à 43% en 2020. Il y a donc eu davantage d'événements violents en 2020 et le degré de violence a été sensiblement plus élevé. Il faut toutefois noter que plusieurs des violences graves enregistrées en 2020 — dans une proportion de 43% — sont associées à des cybercrimes : on parle surtout de menaces de mort proférées à l'endroit de politiciens, mais également d'appels au génocide et d'incitation à la haine ayant conduit à des accusations criminelles. La proportion de cybercrimes était beaucoup plus faible en 2017 (4%). Tel que nous le notions plus haut, il est possible que cette hausse soit due à une plus grande proactivité de la part des autorités policières pour sévir contre les cybercrimes, davantage qu'à une augmentation du nombre absolu de cas. Or, malgré cette prégnance plus grande de la cyberviolence en 2020, la violence physique a elle aussi fait un bond important : elle représente 51% des actes de violence recensés pendant l'année. Nous avons notamment observé plusieurs cas de vandalisme envers des lieux symboliques de la communauté chinoise, mais aussi une augmentation des agressions et des actes d'intimidation envers des employés de commerce, des journalistes et des politiciens.

FIGURE 13.
NOMBRE D'ÉVÉNEMENTS
VIOLENTS SELON LA
FORME ET L'ANNÉE



©CEFIR 2021

EXTRÊME DROITE AU QUÉBEC : UNE ÉVOLUTION EN QUATRE PHASES

De manière générale, une analyse fine des données révèle *quatre phases de développement* de l'extrême droite québécoise pendant la décennie.

Phase de germination (2010-2013)

La première phase comprend la période allant de 2010 à 2013 et représente une phase de *germination*. L'extrême droite québécoise reste alors majoritairement cantonnée aux médias sociaux. Mis à part quelques groupes issus de la mouvance skinhead, peu de structures existent. Or, des idées généralement associées à l'extrême droite commencent à circuler plus librement dans l'espace public, notamment dans le contexte des débats autour du projet de Charte des valeurs du Parti Québécois (Nadeau et Helly 2016). On observe une certaine normalisation et une banalisation du nationalisme identitaire (ou ethnique), de l'islamophobie et plus généralement de la xénophobie.

Phase d'éclosion (2014-2016)

La seconde période va de 2014 à 2016 et constitue une phase d'*éclosion*. L'extrême droite se dote alors de structures : pas moins de quatorze groupes sont fondés²¹. Cette période est marquée par un grand nombre de conférences, ce qui laisse penser que l'extrême droite québécoise cherche à structurer sa pensée. Les actions militantes (réalisées de manière plus ou moins anonyme) sont aussi en augmentation. On passe d'une moyenne de 10 événements par année durant la période 2010-2013 à 34 pour la période 2014-2016. Les manifestations ne font toutefois pas encore partie de l'arsenal privilégié de l'extrême droite québécoise. Un stigmate persiste par rapport à ce type d'idéologie et, tel que le révèlent les tentatives de mobilisation ratées de PEGIDA Québec en 2015-2016, la majorité des partisans ne semble pas prête à assumer de se montrer publiquement. La situation évolue toutefois lorsque les leaders du groupe nouvellement formé La Meute acceptent d'apparaître à la télévision pour une entrevue sur le réseau TVA (14 mars 2016). Il s'agit d'un événement rarissime puisque les militants de l'extrême droite avaient jusque-là tenté de cacher leur identité, de peur d'être victimes de représailles. Or, cette fois-ci, ils s'assument totalement et on leur offre une tribune majeure pour promouvoir leurs idées et leur organisation. Les leaders de La Meute tiennent un discours plutôt articulé et relativement modéré par rapport à celui des autres groupes de l'époque. Il est difficile de mesurer l'impact exact de cet événement, mais il établit un précédent et laisse présager ce qui s'en vient dans les années à venir.

21 Garde citoyenne du Québec (2014) ; PEGIDA Québec (2014) ; Québec Identitaire (2014) ; La Meute (2015) ; Table Rase (2015) ; Tradition Québec (2015) ; Atalante (2015) ; GREQ (2015) ; Montreal Stormers Book Club (2016) ; Front National du Québec (2016) ; Front Patriotique du Québec (2016) ; Horizon Québec Actuel (2016) ; Soldats d'Odin (2016) ; Storm Alliance (2016).

Phase de croissance et de développement (2017-2019)

La troisième période s'étend de 2017 à 2019 et se conçoit comme une phase de *croissance* et de *développement* au cours de laquelle on observe une hausse importante des activités de l'extrême droite québécoise. Treize nouveaux²² groupes s'ajoutent au bassin existant et le nombre d'événements associés à l'extrême droite fait un bond substantiel : on passe d'une moyenne de 34 événements annuellement pour 2014-2016 à 83 pour 2017-2019. La violence est aussi de plus en plus prégnante, notamment lorsqu'il est question de violence physique. La période s'ouvre avec l'attentat à la mosquée de Québec, le 29 janvier 2017. Pendant l'été, une vague de passages irréguliers de demandeurs d'asile à la frontière canado-américaine donne lieu à de nombreuses manifestations de groupes d'extrême droite, qui deviennent très visibles dans l'espace public. C'est aussi au cours de cette période que la Coalition Avenir Québec est portée au pouvoir, après avoir mené une campagne sur le thème du nationalisme et de la défense de la culture québécoise face à l'immigration et à l'intégrisme religieux. Dès les premiers mois de son mandat, le gouvernement de la CAQ remplit ses promesses et entreprend une série de réformes visant à réduire les seuils d'immigration. Il fait également adopter — sous bâillon — la loi 21 sur la laïcité de l'État, qui interdit le port de signes religieux aux employés du secteur public en position d'autorité. Par ailleurs, le premier ministre refuse toujours d'admettre l'existence du racisme systémique²³ (Lajoie 2020 ; Radio-Canada 2020) et refuse d'instituer une journée nationale contre l'islamophobie puisque selon lui, « il n'y a pas d'islamophobie au Québec²⁴ » (Radio-Canada 2019b). Dans les sondages, François Legault jouit d'une cote de popularité rarement vue : les commentateurs parlent d'une véritable « lune de miel », laquelle se poursuit au moins jusqu'à la fin de 2019 (Radio-Canada 2018b ; Richer 2019). Visiblement, le discours et les politiques nationalistes de la CAQ séduisent. Cela explique peut-être pourquoi les activités de l'extrême droite connaissent une légère baisse de 10% en 2019.

Phase de mutation et de diffusion (2020)

La quatrième période correspond à l'année 2020. Elle représente une phase de *mutation*, mais aussi de *diffusion* pour l'extrême droite québécoise. Le contexte très particulier de la pandémie de Covid-19 entraîne ce que nous avons appelé ailleurs un « changement d'objet » (Nadeau 2021b). En sociologie des mouvements sociaux, ce concept désigne l'introduction d'un nouvel élément au sein d'une situation de contention politique, lequel ouvre un nouveau front pour le mouvement. Ce nouvel élément vient détourner l'attention et la lutte contre ce nouvel ennemi prend soudainement autant, sinon plus d'importance que la poursuite de l'objectif initial. Tel que le soulignent Alimi et ses

22 Brigades de l'Amour (2017) ; Canadian Coalition of Concerned Citizens (CCCC) (2017) ; Front populaire national révolutionnaire pour la libération du Québec (2017) ; III% (2017) ; Mouvement républicain du Québec (2017) ; Mouvement traditionaliste du Québec (2017) ; Parti patriote (2017) ; Gilets jaune du Québec (2018) ; Indépendance Day (2018) ; Québec libre en action (2018) ; Front canadien-français (2019) ; Gardiens du Québec (2019) ; Groupe Sécurité Patriote (2019).

23 Pourtant, dans le rapport de *l'Enquête sur les relations entre les Autochtones et certains services publics*, le commissaire Viens est catégorique : « Au terme de l'exercice, il me semble impossible de nier la discrimination systémique dont sont victimes les membres des Premières Nations et les Inuit (...) » (Viens 2019, 215). Le rapport de l'Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées va plus loin : « L'Enquête nationale accepte l'affirmation voulant que ces gestes (...) constituent, dans les faits, un génocide » (ENFFADA 2019, 59).

24 Devant le tollé suscité par cette déclaration, il nuance légèrement son propos le lendemain : « Il existe de l'islamophobie, de la xénophobie, du racisme, de la haine, mais pas de courant islamophobe. Le Québec n'est pas islamophobe ou raciste ». (Radio-Canada 2019a).

collègues (2015), cette dynamique peut jouer un rôle significatif dans un processus de radicalisation. Il semble que l'évolution de l'extrême droite québécoise au cours de l'année 2020 puisse être interprétée à la lumière de ces analyses.

En effet, alors que le premier ministre François Legault apparaissait jusque-là comme une figure célébrée, ou du moins largement appuyée par l'extrême droite québécoise, celui-ci est rapidement devenu l'un de ses principaux ennemis dans le contexte de la pandémie. D'un discours nativiste axé sur l'immigration et l'identité québécoise, les mêmes leaders — comme Steve Charland (ex-La Meute), Mario Roy (Storm Alliance), Stéphane Blais (Citoyens au pouvoir), Alexis Cossette-Trudel (Citoyens au pouvoir) — sont passés à un discours anti-autorité articulé autour de la défense de la liberté du peuple face au gouvernement et aux élites politiques (et médiatiques, scientifiques, intellectuelles, financière, etc.) accusées de vouloir instaurer une « dictature sanitaire ». Pour eux, la pandémie ne serait qu'une vaste machination et les médias seraient les valets de ce complot, sous la direction de l'État, lui-même contrôlé par une élite mondiale riche et puissante vouée à asservir l'humanité. Par le fait même, le mouvement AMS développe un discours particulièrement critique à l'endroit de la démocratie et de ses institutions, jugeant que celles-ci sont fondamentalement corrompues et qu'elles ne servent pas réellement les intérêts de la population.

Ce discours n'est pas nouveau. Au contraire, il constitue ce que nous pourrions appeler la « matrice idéologique » de l'extrême droite depuis plus d'un siècle. C'est l'idée fondamentale véhiculée par les Protocoles des Sages de Sion²⁵, par exemple, et par toute la littérature antisémite écrite depuis. Il s'agit d'un discours qui était déjà porté depuis le début de la décennie par certains groupes québécois plus radicaux, comme la FQS et Atalante. Or, dans le contexte de la pandémie de Covid-19, ce discours s'est diffusé à grande échelle, aidé notamment par le mouvement QAnon, dont l'un des principaux artisans dans la francophonie mondiale, Alexis Cossette-Trudel, était aussi l'un des leaders du mouvement AMS dans la province. Une étude récente révèle que plus du quart de la population québécoise serait fortement ou assez d'accord avec cette vision du monde (Champagne 2021). En plus d'un niveau d'activité inégalé depuis le début de la décennie, le mouvement AMS a également représenté une radicalisation de l'extrême droite québécoise dans la mesure où le nombre de crimes et d'événements impliquant de la violence a bondi de 155% entre 2019 et 2020.

25 Les Protocoles des Sages de Sion est un faux document publié la première fois en 1903. L'ouvrage réunit les comptes-rendus d'une vingtaine de prétendues réunions secrètes d'un conseil de sages juifs au cours desquelles ceux-ci auraient élaboré un plan de domination du monde, notamment à travers le contrôle de la culture populaire, des médias et des institutions d'enseignement.

CONCLUSION

En somme, notre question de départ visait à déterminer si nous avons assisté à une « montée » de l'extrême droite au Québec au cours des dix dernières années. Nous souhaitions établir une chronologie permettant de suivre l'évolution des activités du mouvement et déterminer si celui-ci s'était « radicalisé » en devenant plus violent. Si de nombreux observateurs évoquaient une montée de l'extrême droite, nous n'avions jusqu'ici que peu de données empiriques permettant de soutenir une telle affirmation. Les résultats obtenus permettent désormais d'établir hors de tout doute que l'extrême droite a non seulement connu une hausse importante de ses activités au cours de la décennie 2010-2020, mais aussi que ses activités ont impliqué davantage de violence (verbale, physique et cyberviolence) au fil des années et que la gravité de ces violences a eu tendance à augmenter. La trajectoire que prendra le mouvement dans les années à venir est difficile à prédire, mais la situation nous apparaît suffisamment inquiétante pour que nous continuions d'en suivre attentivement l'évolution.

L'une des questions qui se posent maintenant est de savoir comment prévenir la radicalisation et freiner la montée de l'extrême droite telle que nous l'avons observée au Québec depuis dix ans. Les prochains travaux du CEFIR vont oeuvrer en ce sens. Dans un premier temps, il nous faudra changer notre échelle d'analyse pour nous rapprocher des individus qui composent le mouvement et tenter de comprendre les motivations qui les poussent à s'engager. En nous intéressant aux parcours biographiques et en comprenant mieux la vision du monde et les mécanismes psycho-cognitifs qui les animent, nous serons en mesure de développer des outils de prévention plus efficace. Des entrevues avec des militants ont été réalisées en ce sens et sont en cours d'analyse à travers les regards croisés de notre équipe multidisciplinaire formée d'anthropologues, de sociologues, de politicologues et de psychologues. Des publications sont prévues pour rendre compte des résultats et nous travaillons à l'élaboration de trousseaux de formation destinés à différentes catégories de partenaires (enseignants, intervenants communautaires, services policiers, etc.) afin de les outiller pour mieux réagir face à ce type de discours et d'actions et ainsi oeuvrer plus efficacement à prévenir la radicalisation.

Il conviendra également de se pencher avec une acuité plus fine sur la question des impacts de la pandémie de Covid-19 sur l'extrême droite en tant que mouvement, mais aussi sur les individus qui le composent. Nous l'avons vu dans le cadre du présent rapport : l'extrême droite québécoise a subi des mutations profondes au cours de l'année 2020. La notion de « complotisme » (ou conspirationnisme) a été largement mobilisée pour qualifier le phénomène. Plusieurs analystes ont évoqué la détresse psychologique pour expliquer l'adhésion à ces théories, faisant l'hypothèse que ce type d'engagement serait associé à des troubles de santé mentale et d'anxiété, générés par la situation inédite dans laquelle nous nous retrouvons plongés, isolés les uns des autres, privés de repères et de certitudes. Ces explications peuvent sembler séduisantes et satisfaisantes a priori. Elles reflètent sans doute en partie la réalité. Nous pensons toutefois qu'il est préférable de rester prudents face aux conclusions hâtives. Nous ne souhaitons pas répéter les erreurs commises dans le sillage des attentats du 11 septembre 2001 et de la panique morale qui s'en était suivie. Confrontés à un phénomène qu'ils arrivaient mal à saisir, qui leur apparaissaient totalement irrationnel et qu'ils jugeaient moralement répréhensible, de nombreux analystes avaient eu tendance à « pathologiser » la radicalisation politico-religieuse et l'engagement dans des mouvements djihadistes.

Or, des études plus fines (basées sur des entretiens et réalisées avec un certain recul temporel) ont clairement démontré que les individus qui rejoignent les mouvements djihadistes ne sont pas tous des cas de maladies mentales. Ce ne sont pas tous non plus des désœuvrés, des illettrés ou des « perdants de la globalisation » (Crettiez et Sèze 2017 ; Mink 2015 ; Venhaus 2010). Ces études soulignent plutôt que les individus qui se radicalisent vivent souvent avec l'impression d'une injustice persistante. Ils se sentent exclus, humiliés et désarmés face à des structures de pouvoir hyper-puissantes, qui refusent de les laisser exister et de reconnaître leur contribution à la société. Leur engagement les aiderait à surmonter ce sentiment d'impuissance en leur octroyant un rôle social et en inscrivant leur biographie personnelle dans un récit collectif plus large. Ils peuvent être à la recherche de vengeance, de statut, d'identité, de camaraderie ou simplement d'aventure. Ils peuvent aussi adopter une perspective idéaliste, vouloir combattre les injustices qu'ils perçoivent et, en définitive, oeuvrer à changer le monde. En somme, s'il est clair que le contexte de la pandémie est particulièrement anxiogène, que la santé mentale de nombreux Québécois en souffre et que la radicalisation et le passage à l'acte violent peuvent parfois être associés à un état de détresse psychologique, il nous apparaît prématuré pour le moment de rejeter d'emblée les explications de nature politique et sociologique. Nos travaux à venir tenteront d'éclaircir cette question.

BIBLIOGRAPHIE

- Alimi, Eitan; Demetriou, Chares; et Lorenzo Bosi. 2015. *The Dynamics of radicalization. A relational and comparative perspective*. Oxford and New York : Oxford University Press.
- Beaudoin, Charles. 2017. « Des autocollants anti-immigration au centre-ville de Sherbrooke. » *Radio-Canada*, consulté le 4 juin 2018 : <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1046238/des-autocollants-anti-immigration-au-centre-ville-de-sherbrooke>
- Béland, Gabriel. 2019. « Le porte-parole de La Meute expulsé. *La Presse*, publié le 18 juin : <https://www.lapresse.ca/actualites/2019-06-18/le-porte-parole-de-la-meute-expulse>
- Bélanger, Damien-Claude. 2008. « L'antiaméricanisme et l'antimodernisme dans le discours de la droite intellectuelle du Canada, 1891-1945. » *Revue d'histoire de l'Amérique française*, 61 (3-4) : 501-530.
- Bérubé, Maxime. 2016. « Tendances de la droite radicale au Canada : analyses chronologiques et facteurs d'influence. » *Revue canadienne de criminologie et de justice pénale*, 58 (2) : 221-251.
- Bihl, Alain. 1999. *L'actualité d'un archaïsme. La pensée d'extrême droite et la crise de la modernité*. Lausanne : Page Deux.
- Boily, Frédéric. 2014. « Le Ralliement créditiste de Camil Samson et la tentation de la troisième voie. » *Bulletin d'histoire politique*, 22 (2) : 176-188.
- Bouchard, Catherine. 2017. « Hôpital Saint-Sacrement: un autre crucifix retiré. » *Journal de Québec*, publié le 27 février : <https://www.journaldequebec.com/2017/02/27/hopital-saint-sacrement-un-autre-crucifix-retire>
- Bussière, Ian. 2018. « La Meute et les Soldiers of Odin chahutent un colloque sur l'extrême droite. » *Le Soleil*, publié le 21 mars : <https://www.lesoleil.com/actualite/la-meute-et-les-soldiers-of-odin-chahutent-un-colloque-sur-lextreme-droite-77ab9d091b-36704d77f20e2143f15339>
- Bussière, Ian. 2017. « Les tentatives d'infiltration politique de l'extrême droite. » *Le Droit*, publié le 27 décembre : <https://www.ledroit.com/actualites/politique-quebe-coise/les-tentatives-dinfiltration-politique-de-lextreme-droite-5f3fad7ad4f8a7e604052ba5df14bd46>
- Bussière, Ian. 2012. « Ex-administrateur lié au néonazisme: Le Parti indépendantiste inconfortable. » *Le Soleil*, publié le 21 janvier : <https://www.lesoleil.com/actualite/politique/ex-administrateur-lie-au-neonazisme-le-parti-independantiste-inconfortable-0361190f264127e91cdb4b054d8d9a1d>
- Carel, Ivan. 2002. « Un mouvement de droite national contemporain : Jeune Nation. » *Bulletin d'histoire politique*, 11 (1) : 115-126.
- Caron, Jean-François. 2012. « La gauche multiculturelle et la droite nationaliste au Québec : deux manières de penser le pluralisme à partir de la philosophie des Lumières. » *Bulletin d'histoire politique*, 21 (1) : 185-198.
- Champagne, Sarah R. 2021. « Les Québécois n'échappent pas aux théories du complot. » *Le Devoir*, publié le 26 avril : <https://www.ledevoir.com/societe/599524/coronavirus-les-quebecois-n-echappent-pas-aux-theories-du-complot>
- Comeau, Robert. 1998. « Les séparatistes de 1936-1937 : Paul Bouchard et La Nation. » *Cap-aux-Diamant*, 53 : 26-29.
- Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse (CDPDJ). 2019. *Les actes haineux à caractère xénophobes, notamment islamophobe : résultats d'une recherche menée à travers le Québec* : http://www.cdpcj.qc.ca/Publications/etude_actes_haineux.pdf
- Courtois, Charles-Philippe. 2008. *Trois mouvements intellectuels québécois et leurs relations françaises : l'Action française, La Relève et La Nation (1917-1939)*. Thèse de doctorat. Département d'histoire : Université du Québec à Montréal et Institut d'études politiques de Paris.
- Crettiez, Xavier et Romain Sèze. 2017. *Saisir les mécanismes de la radicalisation violente: pour une analyse processuelle et biographique des engagements violents*. Paris : Rapport de recherche pour la Mission de recherche Droit et Justice.
- Dard, Olivier. 2007. « De la rue de Rome au Canada français : influences ou transferts ? », *Mens*, 8 (1) : 51-53.

- Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées (ENFFADA) 2019. *Réclamer notre pouvoir et notre place. Le rapport final de l'enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées, Volume 1a*. Ottawa : Gouvernement du Canada : <https://www.mmiwg-ffada.ca/wp-content/uploads/2019/06/Rapport-final-volume-1a-1.pdf>
- Gélinas, Xavier. 2007. *La droite intellectuelle québécoise et la Révolution tranquille*. Québec : Presses de l'Université Laval.
- Gelper, Naomie. 2020. « Les crimes haineux en baisse à Montréal, en hausse à Québec. » *Métro*, publié le 25 novembre : <https://journalmetro.com/actualites/montreal/2582721/les-crimes-haineux-en-baisse-a-montreal-en-hausse-a-quebec/>
- Geoffroy, Martin. 2002. *L'intégrisme catholique au Québec*. Thèse de doctorat. Département de sociologie : Université de Montréal.
- Geoffroy, Martin et Frédéric Boily. 2021. *Typologie des discours complotistes en ligne au Québec*. Longueuil : Centre d'expertise et de formation sur les intégrismes religieux, les idéologies politiques et la radicalisation.
- Geoffroy, Martin et Jean-Guy Vaillancourt. 2001. « Les groupes intégristes catholiques. Un danger pour les institutions sociales ? » In Jean Duhaime et Guy-Robert St-Arnaud (dir.), *La peur des sectes*. Montréal : Fides, 127-141.
- Geoffroy, Martin et Jean-Guy Vaillancourt. 1998. « Les Bérêts Blancs à la croisée des chemins. » In Bertrand Ouellet et Richard Bergeron (dir.) *Croyances et société*. Montréal : Fides, 173-185.
- Hubert, Daniel et Yves Claudé. 1991. *Les skinheads de l'extrême droite*. Montréal : VLB.
- Hudon, Jonathan. 2017. « La Meute s'invite au rassemblement du Bloc québécois. » *Le Quotidien*, publié le 19 décembre : <https://www.lequotidien.com/actualites/la-meute-sinvite-au-rassemblement-du-bloc-quebe-cois-284d6a0e85c8e4afafd52bf500d47ba7>
- Lajoie, Geneviève. 2020. « Pas de racisme systémique au Québec, maintient Legault. » *Journal de Québec*, publié le 9 octobre : <https://www.journaldequebec.com/2020/10/09/racisme-systemique-je-ne-veux-pas-une-guerre-de-mots>
- Lamonde, Yvan. 2009. Les Jeunesses patriotes (1935-1939) et la position non-séparatiste de l'abbé Groulx. *Bulletin d'histoire politique*, 17 (2), 179-190.
- Larose, Michèle. 1984. *Les Jeunesses patriotes et «La Nation», un courant politique d'extrême droite au Québec (1934-1939)*. Thèse de doctorat. Département d'histoire : Université du Québec à Montréal.
- Marchand, Laura. 2019. « Independent candidate in LaSalle-Émard-Verdun ex-spokesperson for far-right group. » *CBC*, publié le 15 octobre : <https://www.cbc.ca/news/canada/montreal/julien-c%C3%B4t%C3%A9-former-spokesperson-for-far-right-id-canada-1.5322139>
- Martin-Meunier, Éric. 2015. « Sociology of Religion in French Canada : Vicissitudinous Relations between Autonomous Knowledge and Institutional Dependence. » In Anthony Blasi et Giuseppe Giordan (dir.), *Sociologies of Religion*, Leiden : Brill, 5-34.
- Mink, Charles. 2015. « It's about the Group, not God: Social Causes and Cures for Terrorism. » *Journal for Deradicalization*, 15/16 (5) : 63-91.
- Montréal antifasciste. 2019. « La vague(lette) bleue 2 : déconfiture épique des xénophobes à Trois-Rivières. » Publié le 28 juillet : <https://montreal-antifasciste.info/fr/2019/07/28/la-vaguelette-bleue-2-deconfiture-epique-des-xenophobes-a-trois-rivieres/>
- Moreau, Greg. 2021. « Les crimes haineux déclarés par la police au Canada, 2019. » *Statistique Canada*, publié le 29 mars : <https://www150.statcan.gc.ca/n1/pub/85-002-x/2021001/article/00002-fra.htm>
- Nadeau, Frédérick. 2021a. « Rupture ou continuité ? La matrice idéologique de l'extrême droite québécoise. » In Denise Helly (dir.) *Rétablir l'ordre. Peur, méfiance, haine des minorités culturelles et sexuelles*. Montréal : Classiques des sciences sociales, 89-142.
- Nadeau, Frédérick. 2021b. *Anti-antifa. Antagonismes et radicalisation au sein de l'extrême droite québécoise*. Longueuil : Centre d'expertise et de formation sur les intégrismes religieux, les idéologies politiques et la radicalisation
- Nadeau, Frédérick. 2020. *Parcours d'engagement dans l'extrême droite au Québec : une ethnographie (2014-2017)*. Thèse de doctorat. Institut national de la recherche scientifique.
- Nadeau, Frédérick et Denis Helly. 2016. « Extreme Right in Quebec? The Facebook Pages in Favor of the 'Quebec Charter of Values'. » *Canadian Ethnic Studies*, 48 (1) : 1-18.
- Nadeau, Jean-François. 2010. *Adrien Arcand, führer canadien*. Montréal : Lux Éditions.

- Noël, Brigitte. 2017. « Les illusions et désillusions de La Meute, le « plus grand groupe d'extrême droite au Québec ». » *Vice*. Publié le 4 janvier : <https://www.vice.com/fr/article/8qgjm4/les-illusions-et-desillusions-de-la-meute-le-plus-grand-groupe-dextreme-droite-au-quebec>
- Noël, Mathieu. 2011. Un réseau indépendantiste dans le Québec des années 1930. *Mens*, 11(2), 69-97.
- Péloquin, Tristan. 2021. « Harcèlement envers une avocate Le complotiste Mario Roy restera en prison. » *La Presse*, publié le 30 mars : <https://www.lapresse.ca/actualites/justice-et-faits-divers/2021-03-30/harcèlement-envers-une-avocate/le-complotiste-mario-roy-restera-en-prison.php>
- Perry Barbara et Ryan Scrivens. 2019. *Right-Wing Extremism in Canada*. London : Palgrave Macmillan.
- Perry, Barbara et Ryan Scrivens. 2016. « Uneasy Alliances: A Look at the *Right-Wing Extremist Movement in Canada*. » *Studies in Conflict and Terrorism*, 39 (9) : 819-841.
- Peugeot, Alexandre. 2018a. *Atalante. Notre Sextant. Pour une pensée nationaliste révolutionnaire au Québec*. Québec : Document broché.
- Presse canadienne. 2019. « Manifestants identitaires et contre-manifestants s'opposent à Montréal. » *Radio-Canada*, publié le 4 mai : <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1167921/manifestation-projet-loi-21-laicite-montreal-antiraciste-vague-bleue>
- Radio-Canada. 2020. « François Legault appelé à reconnaître le racisme systémique. » Publié le 9 octobre : <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1739937/francois-legault-appelle-reconnaissance-racisme-syste-mique>
- Radio-Canada. 2019a. « Deux manifestations tiennent les policiers en haleine à Trois-Rivières. » Publié le 27 juillet : <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1238956/manif-vague-bleue-tres-inclusif-laicite>
- Radio-Canada. 2019a. « Il y a de l'islamophobie au Québec, concède Legault. » Publié le 1er février : <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1150430/francois-legault-islamophobie-quebec>
- Radio-Canada. 2019b. « Il n'y a pas d'islamophobie au Québec, affirme François Legault. » Publié le 31 janvier : <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1150288/politique-quebec-islamophobie-francois-legault>
- Radio-Canada. 2018a. « Hausse des incidents haineux rapportés au Centre de prévention de la radicalisation. » Publié le 22 janvier : <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1079654/incidents-haineux-attentat-quebec-radicalisation>
- Radio-Canada. 2018b. « François Legault et Scott Moe sont les premiers ministres les plus populaires, selon un sondage. » Publié le 21 décembre : <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1143170/popularite-palmars-2018-province-pm>
- Radio-Canada. 2017. « Un membre de La Meute « calme et pacifiste » était à Charlottesville. » Publié le 17 août : <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1050972/membre-meute-charlottesville-shawn-beauvais-macdonald-violences>
- Radio-Canada. 2016. « 43 000 membres pour le groupe d'extrême droite la Meute. » Publié le 5 décembre : <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1004095/43-000-membres-pour-le-groupe-dextreme-droite-la-meute>
- Radio-Canada. 2015a. « Le mouvement Tradition Québec installe une crèche à la Place du citoyen. » Publié le 17 décembre : <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/755803/mouvement-tradition-quebec-installe-creche-place-du-citoyen>
- Radio-Canada. 2015b. « La manifestation de Pegida à Montréal annulée. » Publié le 28 mars : <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/713455/pegida-maghreb-manif>
- Rajotte, David. 2008. « Des jeunes nationalistes dans les années 1940 : les Jeunes Laurentiens. » *Mens*, 8 (2) : 323-361.
- Richer, Jocelyn. 2019. « 2020 marquera-t-elle la fin de la lune de miel de François Legault ? » *Le Devoir*, publié le 30 décembre : <https://www.ledevoir.com/politique/quebec/569976/2020-marquera-t-elle-la-fin-de-la-lune-de-miel-de-francois-legault>
- Ross, Jeffrey Ian. 1992. « Research Note: Contemporary Radical Right-Wing Violence in Canada: A Quantitative Analysis. » *Terrorism and Political Violence*, 4 (3) : 72-101.
- Roy-Royas, Pablo. 2019. *Portrait de l'extrême droite à Québec. Organisations, discours et activités des groupes racistes et xénophobes de la Capitale*. Ligue des droits et libertés, section Québec : <http://liguedesdroitsqc.org/wp-content/uploads/2020/01/Portrait-de-l'extr%C3%Aame-droite-%C3%A0-QC-2019.pdf>

- Statistique Canada. n.d. « Tableau 35-10-0191-01. Crimes haineux déclarés par la police, nombre d'affaires et taux pour 100 000 habitants, régions métropolitaines de recensement. » DOI : <https://doi.org/10.25318/3510019101-fra>.
- Tanner, Samuel et Aurélie Campana. 2014. *The Process of Radicalization: Right-Wing Skinheads in Québec. Working Paper Series, No 14-07*. Canadian Network for Research on Terrorism, Security and Society.
- Teitelbaum, Benjamin R. 2017. *Lions of the North. Sounds of the New Nordic Radical Nationalism*. Oxford : Oxford University Press.
- Théorêt, Hugues. 2012. *Les chemises bleues. Adrien Arcand, journaliste antisémite canadien-français*. Québec : Septentrion.
- Trépanier, Pierre. 1999 « Le maurrassisme au Canada français. » *Les Cahiers des Dix*, 53 : 167-233.
- Vaillancourt, Jean-Guy et Martin Geoffroy. 1996. « La droite catholique au Québec : essai de typologie. » *Studies in Religion/Sciences Religieuses*, 25 (1) : 21-33.
- Venhaus, John. 2010. *Why Youth Join Al-Qaeda*. Washington : United States Institute of Peace : www.usip.org/publications/why-youth-join-al-qaeda
- Viens, Jacques. 2019. *Commission d'enquête sur les relations entre les Autochtones et certains services publics : écoute, réconciliation et progrès Rapport final*. Gouvernement du Québec : https://www.cerp.gouv.qc.ca/fileadmin/Fichiers_clients/Rapport/Rapport_final.pdf
- Warren, Jean-Philippe. 2004. « Le corporatisme canadien-français comme « système total ». Quatre concepts pour comprendre la popularité d'une doctrine. » *Recherches sociographiques*, 45 (2) : 219-238.